

SHS-03/CONF.201/6
Paris, février 2003
Original : anglais



MOST Rapport d'évaluation (1994-2001)

Equipe d'évaluation

O.V. Lindquist (Finlande), President
R. Radhakrishna (Inde)
R. de Oliveira (Brésil)

SECTEUR DES SCIENCES SOCIALES,
RECHERCHE ET POLITIQUES

TABLE DES MATIÈRES

I	Introduction.....	2
II.	Termes de référence et méthodologie.....	2
III	Le programme MOST à l'UNESCO.....	3
IV	Le rôle des sciences sociales à l'UNESCO.....	4
	A. La stratégie à moyen terme de l'UNESCO.....	4
	B. Les multiples contextes du programme MOST.....	5
V	Évaluation du programme.....	8
	A. Présentation générale du programme.....	8
	B. Évaluation d'impact	9
	C. Efficacité du programme.....	10
	D. Points forts et points faibles.....	10
VI	La gouvernance du programme.....	13
	A. Le Conseil intergouvernemental (IGC).....	13
	B. Le Comité directeur scientifique (SSC).....	13
	C. Les Comités nationaux de liaison.....	14
	D. Le Secrétariat.....	15
	E. Le budget.....	16
VII	Impact général	16
	A. Une recherche internationale, interdisciplinaire, comparative et pertinente pour l'élaboration des politiques.....	16
	B. Politique internationale, régionale, nationale et locale	16
	C. Renforcement des capacités (en particulier dans les pays moins développés).....	17
	D. Comment mesurer l'impact (local) des projets ?.....	17
VIII	Évaluation générale.....	18
	A. Révision du mandat et recentrage.....	18
	B. Activités et interface politique.....	18
	C. Suivi.....	19
	D. Recentrage de MOST.....	19
	E. Profil des projets (typologie).....	20
	F. Partenariats.....	20
IX	Recommandations.....	21

ANNEXES

Annexe I	Tableau : Nombre de visites sur le Web pour chacun des projets MOST
Annexe II	Tableau : Visites de sites Web
Annexe III	Tableau : Gestion des projets, 1994-2002
Annexe IV	Tableau : Réunions et conférences UNESCO/MOST de 2002 à 1994
Annexe V	Tableau : Financement des projets MOST
Annexe VI	Modes de production des savoirs (selon Michael Gibbons)
Annexe VII	Évaluation d'une sélection de projets MOST
Annexe VIII	Synthèse des documents et publications MOST 1994-2002

Rapport d'évaluation de MOST (1994-2001)

Evaluateurs *:

O.V. Lindqvist (Finlande), Président

R. Radhakrishna (Inde)

R. de Oliveira (Brésil)

I. INTRODUCTION

Ce rapport présente les résultats de l'évaluation du programme MOST (Management Of Social Transformations / Gestion des transformations sociales) de l'UNESCO (1994-2001), menée entre janvier et juin 2002. Le programme MOST, partie intégrante du secteur des sciences sociales et humaines (SHS) de l'UNESCO a été lancé en mars 1994 avec un double objectif : (a) améliorer la compréhension des transformations sociales en générant un savoir pertinent pour les politiques dans trois domaines clé de notre temps : les sociétés multiethniques et multiculturelles, les villes et le développement urbain, et les stratégies locales et nationales pour faire face aux phénomènes mondiaux ; (b) améliorer la communication entre spécialistes des sciences sociales et décideurs. MOST favorise l'application de la recherche en sciences sociales à l'élaboration des politiques et au développement d'outils méthodologiques pour évaluer l'impact des politiques de développement social et économique issues des grandes conférences des Nations Unies.

La force principale du programme MOST réside dans sa capacité à mobiliser des réseaux, à coordonner des projets émanant du siège de l'UNESCO et de ses bureaux hors siège et à fournir une expertise de haut niveau pour préparer les projets en amont, ainsi que pour les évaluer, tant au niveau national que régional. Ce système illustre la viabilité de la coopération entre producteurs et utilisateurs de la recherche, que les Etats membres considèrent essentielle pour améliorer les politiques de développement. Un Conseil intergouvernemental (IGC) et un Comité directeur scientifique indépendant (SSC) pilotent ce programme. La coordination est assurée par un secrétariat restreint basé au siège de l'UNESCO, ainsi que par les comités nationaux de liaison de MOST (NLCs, présents dans 53 pays), qui font le lien entre le programme et les communautés nationales des sciences sociales et des décideurs. Les Etats membres, les agences des Nations Unies et les agences de financement (PNUD, FNUAP, UNODCCP), ainsi que les sources bilatérales de financement peuvent bénéficier de l'assistance technique fournie par le programme pour améliorer la planification de leurs politiques sociales. Le *Clearing House* de MOST sur Internet est un outil important pour le partage et la diffusion du savoir dans les domaines de compétence du programme.

*Les membres de l'équipe internationale d'évaluation étaient le Pr. R. Radhakrishna, directeur de l'Institut Indira Gandhi pour la recherche sur le développement, Mumbai, INDE ; le Dr. Renato de Oliveira, secrétaire d'Etat pour la science et la technologie, Etat fédéré de Rio Grande do Sul, BRESIL ; et le Pr. Ossi V. Lindqvist de l'Université de Kuopio, président du Conseil d'évaluation de l'enseignement supérieur finnois, FINLANDE. Le Pr. Lindqvist a présidé l'équipe d'évaluation ; Mme Adriana Paes a contribué aux travaux de l'équipe d'évaluation en qualité d'assistante administrative et de recherche.

II. TERMES DE RÉFÉRENCE ET MÉTHODOLOGIE

Le but de l'étude est d'évaluer le résultat des activités mises en œuvre dans le cadre du programme MOST entre 1994 et 2001. L'année 2002 étant considérée comme une année de transition vers la seconde phase du programme, cette évaluation a pour objectif particulier de faire des recommandations d'avenir, en vue d'améliorer le programme après 2002. La poursuite du programme pour la période de 2002 à 2009 est en effet prévue, tant dans la Stratégie à Moyen Terme pour 2002-2007 (31 C/4, paragraphes 99 et 107) que dans le Programme et Budget pour 2002-2003 (31 C/5, paragraphe 03301).

L'évaluation couvre les réseaux de recherche pour l'élaboration des politiques, les projets pilote, les projets extrabudgétaires, le Clearing House de MOST et les activités de renforcement des capacités conduites entre 1994 et 2001. Le rapport d'évaluation externe à mi-parcours (SHS-99/CONF.203/4) et le Rapport sur le Recentrage du programme MOST (160EX/12) sont des documents fondamentaux pour cette évaluation externe, qui s'appuie également sur les observations et recommandations issues de l'évaluation des services d'information de l'UNESCO en sciences sociales et humaines¹, en particulier pour ce qui concerne la diffusion et les stratégies de communication.

Les termes de référence (ToR) de cette évaluation, approuvés par le Comité directeur scientifique et le Conseil intergouvernemental, indiquent que celle-ci est menée conformément aux procédures et aux plans d'évaluation de l'UNESCO, ainsi qu'à la résolution 1993 de la 27^{ème} session de la Conférence générale et au document 140 EX/11 du Conseil exécutif. Elle a été menée sous la responsabilité de la Division des sciences sociales, de la recherche et des politiques (SHS/SRP), avec la contribution active de l'Office de contrôle interne (IOS) à toutes les étapes de l'évaluation.

Les principales questions couvertes par cette évaluation sont les suivantes :

1. évaluation en termes de résultats de la mise en œuvre des stratégies de MOST (en tenant compte de l'importance des contextes nationaux lors de l'analyse des liens entre recherche et politiques) ;
2. évaluation des conditions relatives à la structure et à l'organisation du programme MOST ;
3. évaluation de l'impact des activités de renforcement des capacités ;
4. évaluation de MOST en tant que programme international de sciences sociales.

Pour effectuer sa recherche et ses analyses, l'équipe d'évaluation a eu recours aux méthodes suivantes : a) analyse quantitative et qualitative des publications et documents de MOST ; b) entretiens individuels avec des membres du réseau de recherche et des responsables politiques des communautés (d'Afrique, des Amériques, d'Asie et d'Europe), des membres du Conseil intergouvernemental, du Comité directeur scientifique et des comités nationaux de liaison, ainsi que des représentants des Commissions nationales pour l'UNESCO ; c) rencontres avec M. Pierre Sané, l'ADG/SHS, le Dr. Ali Kazancigil, Secrétaire exécutif du programme, le Secrétariat de MOST, ainsi qu'avec des membres du personnel de SHS non directement concernés par des projets MOST ; d) enquête auprès d'utilisateurs internes et externes ; e) recueil de données statistiques sur l'usage du site web de MOST. Les données ainsi recueillies ont été analysées dans une perspective d'avenir.

L'équipe d'évaluation s'est réunie trois fois : d'abord à Paris, du 14 au 18 janvier 2002, puis à Helsinki (24-28 mars) et de nouveau à Paris (22-26 avril). La première rencontre a permis aux évaluateurs de prendre contact avec le Secrétariat de l'UNESCO en général, et celui de MOST en particulier. A Helsinki, l'équipe a rencontré le Pr. Shorrocks, directeur de UNU/WIDER (Institut mondial de l'Université des Nations Unies pour la recherche sur l'économie du développement). Après avoir rencontré une deuxième fois le Secrétariat de MOST du 22 au 24 avril, l'équipe a présenté ses conclusions préliminaires au Comité directeur scientifique le 26 avril, à Paris. Les évaluateurs ont par ailleurs effectué des missions individuelles pour des entretiens à Paris, auprès de plusieurs universités des Pays-Bas, à Rio de Janeiro et Sao Paulo, auprès du comité national de liaison de Montevideo et de membres du réseau à New Delhi. Ils ont également participé à la réunion des Commissions nationales pour l'UNESCO des pays nordiques à Copenhague (27-30 juin 2002).

III. LE PROGRAMME MOST A L'UNESCO

Signe de la reconnaissance accordée au rôle essentiel des sciences sociales pour le développement de la société et partie intégrante de la mise en œuvre du programme de l'UNESCO, MOST a été lancé en 1994 avec trois objectifs principaux :

¹ HOBOMH, Hans-Christoph, 2001, Evaluation des Services d'information de l'UNESCO en sciences sociales et humaines.

- augmenter la production du savoir sur les transformations sociales ;
- améliorer l'impact de la recherche et de l'expertise en sciences sociales sur l'élaboration des politiques et le développement ;
- renforcer les capacités scientifiques, professionnelles et institutionnelles, en particulier dans les pays en développement.

Sur le plan thématique, les priorités actuelles du programme MOST sont les suivantes :

- sociétés multiculturelles et multiethniques
- développement urbain et gouvernance
- mondialisation et gouvernance

MOST vise à favoriser une recherche comparative internationale et interdisciplinaire qui soit pertinente pour l'élaboration des politiques. Il a pour objectif de générer de nouvelles idées et de nouvelles approches en réponse à des défis et problèmes sociaux tels que les inégalités croissantes et l'accès inégal aux richesses dans et entre les pays ; les tensions ethniques et la prévention des conflits ; les migrations internationales et le multiculturalisme ; les politiques d'urbanisme ; la mondialisation et la gouvernance démocratique. Etant donné que la formulation des politiques et la résolution des problèmes ne peuvent se concevoir sur une base *ad-hoc*, MOST offre un complément à la recherche à court terme. Les projets MOST doivent donc apporter une contribution importante à l'élaboration des politiques, en raison notamment de leur durée (recherche à long terme), qui permet des analyses plus profondes et significatives d'un contexte local ou d'une situation internationale. MOST a également pour fonction de fournir différents types d'expertise, en particulier grâce à ses réseaux.

Le programme MOST participe par ailleurs à la mise en œuvre de la stratégie de l'UNESCO en faveur de l'élimination de la pauvreté. Il favorise également le développement de programmes interdisciplinaires et intersectoriels, ainsi qu'un travail conceptuel avec différents secteurs de l'UNESCO (en particulier ceux des sciences naturelles, de l'éducation et de la culture).

IV. LE ROLE DES SCIENCES SOCIALES À L'UNESCO

A. La stratégie à moyen terme de l'UNESCO

La stratégie à moyen terme de l'UNESCO fixe les buts et objectifs généraux pour la période allant de 2002 à 2007. Dans ses fonctions, l'UNESCO y est décrite comme un *laboratoire d'idées, un organisme normatif, un centre d'échange d'informations et un organisme de renforcement des capacités des Etats membres*, ainsi qu'un *catalyseur pour la coopération internationale*.

Les deux thèmes transversaux qui figurent dans la stratégie, à savoir *l'élimination de la pauvreté et la contribution des technologies de l'information et de la communication au développement de l'éducation, de la science et de la culture et à la construction d'une société du savoir*, peuvent être tous deux considérés comme ayant des implications sur la structure et l'exécution du programme MOST. Le premier concerne en particulier la répartition géographique des projets MOST (par exemple, quels types de projets le programme MOST devrait-il mettre en œuvre dans les pays et régions en développement ?). Le second se rapporte principalement aux outils et aux buts du programme (par exemple, dans quelle mesure MOST a-t-il diffusé ses résultats par le biais des nouvelles technologies de l'information ?). Du point de vue thématique, une prolifération de thèmes trop généraux, d'objectifs politiques et de thèmes transversaux risquerait cependant de brouiller les objectifs assignés à MOST.

L'UNESCO dispose de cinq programmes scientifiques intergouvernementaux : PHI, COI, PIGC, MAB et MOST. Les quatre premiers programmes ont été créés avant MOST et disposent d'une base scientifique et de réseaux solides. A la lecture de la stratégie à moyen terme, le programme MOST semble occuper une position centrale parmi les programmes scientifiques de l'UNESCO : MOST devrait par exemple jouer un rôle de coordonnateur entre les systèmes des sciences naturelles et ceux des sciences sociales, surtout dans la perspective des pressions croissantes de la mondialisation. Il devrait aider à établir des principes directeurs pour l'élaboration des politiques. De plus, MOST est le seul programme de l'UNESCO à favoriser et promouvoir la recherche en sciences sociales. Il occupe donc une position clé vis-à-vis des autres programmes scientifiques de l'UNESCO et en vue de servir les objectifs généraux de l'Organisation. Il entretient également des

liens étroits avec le Conseil international des sciences sociales (CISS). MOST peut aussi être considéré comme un excellent outil pour le renforcement des capacités, en particulier dans les pays en développement.

La lecture de la stratégie à moyen terme peut enfin conduire à souhaiter que MOST développe des liens plus étroits avec la stratégie globale de l'UNESCO et en tire davantage profit, notamment dans les domaines du renforcement des capacités et de l'éducation. Les liens avec le secteur de l'éducation sont déjà étroits dans le cadre de certains projets, mais ils pourraient être encore développés. L'éducation et l'accès de tous à l'éducation étant généralement considérés comme des outils importants pour le développement économique et social et la constitution d'un capital humain et social, la dimension éducative de MOST pourrait être renforcée à l'avenir.

B. Les multiples contextes du programme MOST

Le programme MOST a pour avantage de faire partie intégrante du réseau général des activités de l'UNESCO et de jouir à ce titre d'une bonne réputation.

Par ailleurs, le programme de recherche MOST ne représente qu'une petite partie, du moins en termes de volume, de l'ensemble de la recherche en sciences sociales. Il est donc important qu'il puisse se constituer sa propre *niche* et ses propres objectifs qui lui donnent le droit d'exister et de réussir. En parallèle, il doit prouver qu'il maîtrise ses champs et tâches d'élection, car le programme dépend du degré d'enthousiasme et de coopération qu'il suscite parmi les chercheurs et les organisations de sciences sociales.

La démarche adoptée au début de MOST a consisté à inviter les chercheurs à soumettre des projets de recherche, une approche par la base qui a eu pour avantage de produire une certaine diversité. Une gestion stricte du programme MOST par son Secrétariat, avec une élaboration des projets à partir du « sommet », ne fonctionnerait pas mieux, car elle ne serait pas assez attrayante pour la communauté scientifique qui est à l'origine du nouveau savoir et de l'innovation. MOST vise donc un juste équilibre entre ces deux approches, afin d'offrir un cadre au développement de la recherche en sciences sociales tout en apportant sa contribution intellectuelle aux politiques et positions de l'UNESCO.

Une dimension de MOST gagnerait à être développée, c'est sa capacité d'agir comme un levier pour générer des analyses de fond rigoureusement documentées ainsi que des propositions à l'intention des politiques, afin que l'UNESCO puisse les diffuser dans des forums internationaux.

La force de MOST réside dans sa *capacité à créer des réseaux internationaux*. Correctement gérés et accompagnés d'une vision cohérente au niveau du Programme, ces réseaux internationaux sont en mesure de donner à MOST beaucoup plus de poids que celui découlant de ses seules ressources financières. Les sciences sociales sont relativement jeunes d'un point de vue historique, du moins si on les compare aux sciences naturelles, et on les caractérise souvent comme 'nationales' ou 'locales'. Ceci reflète un problème bien connu, qui est celui du cadre qu'ont adopté les sciences sociales en répondant aux exigences sociales et en abordant les problèmes sociaux et humains. Dans la pratique des sciences sociales, l'élément culturel (local) joue un rôle essentiel dans la définition des méthodes, des problèmes et de l'agenda de la recherche. Qui plus est, le financement des sciences sociales repose principalement (voire exclusivement) sur une base nationale.

Les réseaux internationaux constitués à l'aide et dans le cadre de MOST bénéficient aux sciences sociales et aux chercheurs, en les aidant à apprendre et à comprendre d'éventuelles différences paradigmatiques, à améliorer leur cohésion interne et à apporter leur contribution à une meilleure compréhension des problèmes et défis du monde. Les réseaux internationaux concourent également à trouver des solutions opportunes à des problèmes mondiaux complexes. Dans de nombreux domaines des sciences sociales, le développement de la recherche comparative dans le cadre de réseaux régionaux et internationaux est devenu une priorité absolue pour les agences, que ce soit en termes de coopération ou de financement. Un exemple récent est celui du Domaine de recherche européen mis en place par l'Union européenne.

Des études internationales montrent qu'actuellement la collaboration scientifique n'est pas répartie également à l'intérieur et entre les principales régions du monde. Dans les régions en développement et en transition, la collaboration transnationale est un impératif, en raison des besoins scientifiques (recherche d'informations) et économiques (dégradation des systèmes scientifiques nationaux). Cette collaboration assure aux scientifiques un meilleur accès à l'information, ainsi qu'au matériel et technologies adéquats. Pour des raisons évidentes, les scientifiques originaires d'une région relativement pauvre ont rarement la possibilité de collaborer avec leurs homologues de la même région. C'est pourquoi les régions en développement donnent la priorité à la coopération scientifique avec le monde développé, ce qui peut se comprendre comme une manière de renforcer leurs capacités. Il apparaît cependant que dans le même temps, les scientifiques des pays développés auraient beaucoup à gagner en se familiarisant avec les grandes questions qui se posent au monde en développement. Les nouvelles technologies de l'information aident à dépasser les frontières interdisciplinaires et géopolitiques. Plusieurs maisons d'édition et revues internationales envisagent de mettre leurs publications électroniques gratuitement à la disposition des scientifiques des pays en développement.

Le rôle principal assigné à MOST est la promotion de la recherche et de l'expertise pour l'élaboration des politiques et le développement. De nouvelles idées voient le jour sur la manière d'influer sur l'élaboration des politiques. Auparavant, la relation entre scientifiques et décideurs était considérée de manière linéaire (c'est-à-dire que le scientifique était décideur ou vice-versa), mais l'expérience a prouvé que cette relation est plus complexe et dialectique ; il faut donc chercher à construire des réseaux horizontaux et des extensions latérales relevant du concept d'organisations du savoir'. Cela signifie que scientifiques, décideurs et grand public sont tous partie prenante du processus d'apprentissage et que les flux d'informations circulent dans les deux sens (et même qu'il peut exister de multiples flux d'informations et de décisions). Tout ceci devrait se répercuter sur la structure et les modes de gestion des projets de recherche de MOST.

Les relations entre scientifiques, chercheurs et prise de décision comportent de multiples facettes. En conséquence, la recherche et le savoir qui en résulte peuvent avoir un certain nombre de fonctions :

- conférer autonomisation et légitimité ;
- contribuer dans certains cas à la définition de la notion de bien public ;
- alimenter des systèmes d'alerte avancés pour prévoir les développements à venir ;
- éclairer et contribuer à l'élaboration de meilleures pratiques (ou du moins tenter d'éviter les mauvaises) ;
- proposer aux décideurs des 'solutions' différentes ou des voies de dégagement ;
- contribuer à donner des objectifs aux politiques ;
- fournir des éléments pour la conduite et l'évaluation des projets et des politiques ;
- éclairer la nature et les causes des conflits, ainsi que les divergences de vue dans la société et entre les peuples ;
- servir dans certains cas d'outil d'apprentissage mutuel lors de la comparaison d'expériences internationales et interrégionales, expériences au cours desquelles la recherche peut jouer un rôle de médiateur ;
- le savoir et l'expérience peuvent également se déplacer avec les individus (par exemple, un scientifique nommé dans un gouvernement et vice-versa).

Les relations entre recherche et politique sont complexes et leur nature peut difficilement s'éclairer à la lumière d'un seul projet de recherche. Les résultats de la recherche sont rarement, voire jamais, appliqués aux politiques au cas par cas. Les questions et problèmes sociétaux apparaissent rarement 'simples', mais font intervenir au contraire une multitude d'acteurs, de facteurs et d'intérêts particuliers, qui dans la plupart des cas ne peuvent même pas être reconnus ouvertement. Si pour les chercheurs en sciences sociales *connaître* le problème est important, pour les décideurs, c'est le *résoudre* qui est important. Mais bien souvent 'résoudre' signifie vivre avec le problème et s'y adapter. Et dans le champ social, on 'résout' rarement les problèmes comme en sciences naturelles, mais on les *re-résout* indéfiniment. Il est toutefois possible de tirer parti des pratiques passées, qu'elles aient réussi ou échoué. De tels exemples pourraient être documentés et analysés.

On devrait se poser la question de savoir qui sont les décideurs. Dans certains cas, il est possible d'identifier un nombre limité de décideurs de premier plan et/ou d'organisations qui formulent les politiques, mais dans d'autres, un public bien informé peut jouer le rôle de décideur par

l'intermédiaire de groupes de pression ou d'ONG, ou simplement grâce à une opinion publique forte (relayée par les mass media). Les véritables parties prenantes représentent donc des groupes d'intérêt très divers au sein de la société, de la Banque mondiale aux Nations Unies, des media aux associations et aux groupes de populations.

La définition de 'bien public' est également une question complexe, à la formulation de laquelle une recherche de qualité peut sans aucun doute apporter une contribution utile. De toute évidence, le contexte dans lequel se tissent les liens entre recherche et politiques est de nature très diverse selon les pays et les régions du monde, il n'existe donc pas de recette unique. Les différents contextes colorent différemment cette relation, qui prend en conséquence des formes différentes.

Le cas de la recherche en sciences sociales apparaît donc fort complexe : l'histoire de la recherche sociale et de son influence sur les politiques publiques et la prise de décision est souvent considérée comme peu satisfaisante, voire tout à fait décevante. La valeur de la recherche pour ses utilisateurs potentiels dépend également de l'ouverture des scientifiques à remettre en cause leurs propres hypothèses en matière de politiques. Les professionnels considèrent souvent cette démarche comme un signe de faiblesse et une menace potentielle pour leur professionnalisme. Comme l'exprimait l'un de nos interlocuteurs : « Les professionnels des sciences sociales ont tendance à considérer qu'ils savent mieux que tout le monde. Ces résistances au changement (c'est-à-dire les attitudes, les hypothèses, les pratiques, la manière de concevoir son professionnalisme, etc.) représentent une piste importante et encore largement inexplorée pour la recherche sur le changement social et organisationnel ».

Un programme de recherche en sciences sociales peut être soit *piloté par la recherche*, avec des 'problématiques' (questions clé) et des méthodes issues des domaines scientifiques, ou *piloté par les politiques*, et dans ce cas, les problèmes et les approches générales sont liés à une politique en projet, en cours de formulation ou en cours d'exécution. A l'heure actuelle, la recherche en sciences sociales s'oriente davantage vers les politiques en se consacrant à des problèmes précis. Elle a donc besoin de ressources plus importantes et d'un meilleur soutien logistique. Un effet pervers de cette évolution historique réside dans le fait que les bases théoriques du savoir en sciences sociales n'ont pas été suffisamment renforcées, alors même que les résultats de la recherche allaient souvent en augmentant.

Le programme MOST a besoin à la fois de visibilité et d'un visage humain. La visibilité est nécessaire pour éveiller l'intérêt de la communauté scientifique, éduquer le grand public et établir des relations avec les décideurs sur une base saine. La visibilité peut prendre différents aspects, se manifester dans différents contextes et devrait être renforcée, tant au niveau des projets (et au niveau national), qu'au niveau de l'ensemble du programme MOST et de l'UNESCO. Cette visibilité peut être assurée en partie par les voies et canaux utilisés pour la diffusion des résultats de la recherche et des recommandations en matière de politiques. Le visage humain est également très important et la fonction du Secrétaire exécutif et de ses collègues consistant à engager le dialogue avec les communautés de scientifiques et de décideurs ne devrait pas être négligée.

Les trois grands thèmes prioritaires de MOST à l'époque du lancement du programme en 1994, semblent non seulement encore très actuels aujourd'hui, mais ils exigent des solutions encore plus urgentes car ils ont pris une dimension mondiale. Des thèmes tels que l'urbanisation, les migrations, le multiculturalisme et la gouvernance démocratique ne doivent plus être abordés dans une perspective nationale ou régionale, mais être au contraire analysés du point de vue interrégional et mondial, car ils concernent tous les pays, développés ou non. Dans un souci de continuité, il est donc recommandé à l'UNESCO de conserver ces grands thèmes, tout en développant autour d'eux une cohérence en termes de développement stratégique et thématique. Lors des réflexions à venir sur ce développement, il sera important de prendre en compte avec plus de rigueur les facteurs économiques et technologiques. De fait, il semble que l'économie et la technologie ne soient pas encore pleinement intégrées à la réflexion critique produite par MOST. En conséquence, la recherche de cohérence devrait s'enraciner dans le maintien de l'identité fondamentale et du mandat transversal du programme MOST : la compréhension des *transformations sociales*.

Les activités de renforcement des capacités de MOST, qu'elle soient de nature scientifique, professionnelle ou institutionnelle apparaissent également essentielles pour l'avenir, notamment si l'on considère le 'champ' d'action de MOST dans son ensemble. Les universités des pays en

développement sont écartelées entre l'accroissement rapide du nombre de leurs étudiants et des ressources financières en diminution ; cet état de fait entrave sérieusement leur capacité d'engagement dans un travail de recherche et de développement. S'investir dans la promotion d'activités de renforcement des capacités pour les spécialistes en sciences sociales des pays en développement et en transition –comme certains projets ont tenté de le faire au cours de la première phase de MOST-, pourrait être une solution viable à partir de 2003. MOST doit être considéré par la communauté mondiale des sciences sociales comme un programme important. Il peut et doit jouer un rôle de chef de file, que ce soit en termes de qualité du travail accompli, de spécificité des contributions à la recherche en sciences sociales et de renforcement des capacités dans un cadre international.

V. EVALUATION DU PROGRAMME

A. Présentation générale du programme

Les réseaux constituent une des principales activités du Programme MOST. Il en existe douze actuellement : un projet de meilleures pratiques, un programme d'université d'été, un groupe de travail sur la gouvernance, la recherche et les politiques, et une série de chaires UNESCO directement ou indirectement liées à MOST. Le réseau couvre tous les continents. MOST organise par ailleurs des réunions, produit des documents, lettres d'information et autres publications et met à jour la page web du Clearing House de MOST, qui a été consultée par plus de 1,3 millions de visiteurs l'an dernier (2001). Il rassemble également et met à jour différentes bases de données, parmi lesquelles celle sur les meilleures pratiques et celle des comités nationaux de liaison. Il prend part à de nombreuses activités visant le renforcement des capacités par l'intermédiaire de ses réseaux ou de ses projets intersectoriels. Plusieurs publications électroniques (Revue électronique de MOST sur les sociétés multiculturelles ; Explorer le pluralisme religieux ; La gestion publique de la diversité religieuse ; Gérer la diversité religieuse dans un contexte mondial – suite du débat ; La diversité religieuse en Fédération de Russie ; Les langues minoritaires et le droit en Europe ; Droits humains des minorités linguistiques et politiques linguistiques) ont également été mises en place.

Depuis début 1994, le programme MOST a suscité 105 séminaires, conférences et ateliers, ainsi que 12 réunions régionales consacrés à différents sujets couverts par ses thèmes. Le programme publie un *Rapport annuel de MOST* et une *Lettre* (d'informations) en anglais, espagnol et français. Le nombre de publications et de projets de MOST est imposant, selon les références du milieu universitaire.

Les projets et activités de renforcement des capacités actuellement menés dans le cadre de MOST comprennent :

Sociétés multiculturelles et multiethniques

1. APMRN (Asia Pacific Migration Research Network) Réseau de recherche Asie-Pacifique sur les migrations ;
2. Ethno-Net Africa : un réseau d'études comparatives, de contrôle et d'évaluation des conflits ethniques en Afrique ;
3. Contrôle de l'ethnicité, des conflits et de la cohésion. Europe centrale et orientale, Asie centrale ;
4. Meilleures pratiques sur les savoirs traditionnels.

Questions relatives aux villes, développement urbain et gouvernance

5. Villes, environnement et relations entre les genres ;
6. Grandir dans la ville ;
7. Développement urbain et ressources en eau potable dans les petites villes côtières.

Mondialisation et gouvernance

8. La recherche de solutions locales et régionales aux transformations économiques, technologiques et environnementales : une perspective nordique circumpolaire (deuxième phase vers une Chaire UNESCO) ;
9. GEDIM (« Globalisation économique et Droits du Mercosur »), suivi par le Bureau de l'UNESCO au Mexique ;
10. Gouvernance démocratique et réduction des inégalités dans les pays arabes (en partenariat avec les Bureaux de l'UNESCO de Beyrouth et Rabat) ;
11. Stratégies individuelles et institutionnelles pour la gestion des risques de la transformation en Europe centrale et orientale.

Liens entre recherche et politiques publiques

12. Facteurs améliorant l'utilisation de la recherche dans le cadre d'études de cas sur les politiques sociales. Initiative conjointe Programme MOST/ Projet de l'Université de Harvard ;
13. Gouvernance, recherche et politiques (Groupe de travail composé de représentants des sciences sociales et de la société civile).

Renforcement des capacités

14. Professionnels de la ville (Réseau latino-américain) ;
15. Programme d'université d'été (Université d'été 2002 MOST/CISS : recherche comparative en sciences sociales : modèles conceptuels) ;
16. Chaires UNESCO en sciences sociales, en relation directe ou indirecte avec MOST (40 au total).

B. Evaluation d'impact

L'impact du Programme MOST et de ses différents projets ne peut être évalué sans référence au milieu et au contexte dans lesquels évoluent le Programme et ses projets. De plus, les projets MOST en cours ou passés sont d'une grande variété en termes de contenus et de méthodologie, certains étant strictement scientifiques, d'autres étant axés sur le développement, d'autres enfin étant à caractère démonstratif (projets expérimentaux). Ceci reflète, du moins en partie, la diversité d'intérêt des Etats membres, ainsi que la nécessité de s'adapter aux différentes sources de financements extrabudgétaires de MOST.

L'impact et l'efficacité peuvent également varier en fonction de la typologie des projets. Certains d'entre eux visent plutôt des résultats immédiats ou à court terme. D'autres s'appliquent à développer la compétence, les connaissances et la prise de conscience de ceux qui y participent et autres acteurs concernés, auquel cas leurs retombées peuvent demeurer 'cachées' sur une période de temps plus longue. Les activités de MOST visant directement le renforcement des capacités, notamment dans les pays en développement et les pays émergents d'Europe orientale et d'Asie centrale, peuvent comporter ce type d'avantages 'cachés'.

La plupart des projets ne comportaient pas un système de suivi particulier pour en mesurer l'impact ou la pertinence, excepté celui consistant à compter le nombre de séminaires et de participants, celui des publications, etc. Dans certains cas, l'opinion des groupes de décideurs et des forums pour le renforcement des capacités a été enregistrée dans le cadre des rapports d'avancement de certains projets. Cependant aucun système général de suivi, qui aurait pu contribuer à la cohésion du programme en termes d'image, d'impact et de résultats de MOST, n'a été mis en place au niveau du Programme.

Il est vrai que le tableau relatif aux visites du site web, qui figure à l'annexe, indique un degré d'intérêt variable selon les projets. On estime que le nombre des visites est révélateur de la qualité des projets et/ou de l'ampleur de leur diffusion. Toutefois, le Clearing House de MOST est une manière plutôt passive d'atteindre et d'influencer d'éventuels acteurs et politiques, puisqu'il suppose au préalable que les parties intéressées le visitent. La liste de diffusion électronique de MOST (annonçant les documents nouveaux et les événements à venir sur le Clearing House de MOST) est un moyen d'éviter ce problème, mais demeure en tant que telle insuffisante. Cet outil de communication pourrait être développé davantage et accompagné de mesures orientées activement

vers certains réseaux de politiques ou de la société civile. Il serait par exemple utile que les comités nationaux de liaison jouent un rôle plus marquant dans le transfert du savoir, créant ainsi un meilleur impact au niveau national.

De nouveaux concepts voient le jour sur la manière de planifier et de conduire la recherche scientifique à grande échelle. Comme il apparaît à l'Annexe, la communauté de la recherche orientée vers les politiques abandonne progressivement un schéma dans lequel la définition des problèmes était tributaire de l'intérêt des universitaires pour un mode de production de la recherche fondé sur ses applications et sur la consultation avec différents intérêts. La production du savoir est également en train d'évoluer d'une approche par discipline à une approche pluridisciplinaire et hétérogène. Sur le plan de l'organisation, la recherche requiert souvent des collaborations temporaires pour traiter un problème donné, ainsi qu'une répartition de la production sur plusieurs sites et institutions en même temps. Dans ce nouveau schéma de production de la recherche, les résultats sont diffusés aux réseaux de politiques et à la société dans son ensemble, au lieu de passer uniquement par les canaux institutionnels. Les fonds levés pour chaque projet proviennent également de sources diverses, publiques et privées. Il importe également pour la planification des projets de MOST que l'évaluation d'impact passe d'une perspective *ex-post* (dans laquelle on interprète les résultats, on en tire les leçons et on diffuse les modifications) à une évaluation *ex-ante* (dans laquelle l'évaluation est intégrée au moment de la définition du calendrier, des problèmes et des priorités de la recherche). En outre, le contrôle de qualité n'est plus seulement affaire du jugement des pairs, mais celle d'un nombre variable de groupes d'intérêt dans la société. L'évaluation qualitative de la production scientifique est certes centrale (et devrait être encouragée dans le cadre de MOST), mais il serait faux de considérer qu'elle permet à elle seule une estimation de l'impact qualitatif des réseaux de recherche orientés vers les politiques.

Bien qu'un certain nombre de projets MOST suivent cette nouvelle forme de production du savoir, il serait souhaitable et utile que cette approche *ex-ante* figure en termes explicites dans les orientations pour les partenariats du Programme. Ceci devrait être une priorité lors de la redéfinition des termes de coopération de MOST pour l'avenir et contribuerait certainement à améliorer la levée de fonds pour les projets, ainsi que leur impact potentiel sur les politiques sociales.

C. Efficacité du Programme

Un questionnaire portant sur les projets MOST et leur impact sur les politiques et sur le renforcement des capacités a été distribué en 2000 auprès des membres des projets et du Secrétariat de MOST. Les réponses reflètent les opinions de l'intérieur et analysent les raisons du succès ou de l'échec de chaque projet. Ces résultats sont résumés à l'annexe dans les évaluations par projet.

Le Programme MOST n'a accordé aux projets que des fonds de démarrage, la grande majorité des financements provenant d'autres sources (nationales et internationales). A cet égard, le Programme MOST a fait preuve d'efficacité, car ses projets ont été à même d'attirer sur eux l'attention des agences de financement, permettant de mettre au point des stratégies de co-financement. Ce qui n'est pas toujours clair cependant, c'est si les projets ont été exécutés avec ou sans le label MOST et son soutien financier ou institutionnel. Il conviendra à l'avenir de mieux définir le label du Programme et les sources de financement de tous les projets. Certains d'entre eux semblent en meilleure adéquation avec le développement thématique de MOST que d'autres, sans que l'on parvienne nécessairement à comprendre pourquoi. Quelles sont les contraintes institutionnelles qui conduisent certains projets à avoir un label MOST et à obtenir le soutien du Programme ? Pourquoi certains projets sont-ils passés par le Comité directeur scientifique et d'autres non ?

Il est nécessaire de favoriser la synergie et l'adoption de pratiques administratives horizontales à l'intérieur même du Programme et entre ses projets pour en améliorer l'efficacité, sans oublier que le Secrétariat peut contribuer à cette synergie en adoptant une gestion basée sur les résultats.

D. Points forts et points faibles

(1) *Le Programme MOST et sa capacité d'adaptation à un environnement mondial en mutation*

Point fort : au départ, le Programme MOST de l'UNESCO est une excellente innovation et il s'est acquis une bonne réputation au cours de ses huit années d'existence. La promesse de MOST est contenue dans ses orientations : programme international, comparatif, interdisciplinaire et orienté vers les politiques. Il a été l'un des premiers programmes internationaux à démontrer à l'aide d'exemples concrets l'utilité des sciences sociales et à mettre au point des méthodologies pour l'interaction entre recherche et décision. Il s'est ainsi révélé décisif pour les sciences sociales, par la richesse de sa production scientifique.

Danger : MOST ne parvient pas à répondre en temps réel aux rapides changements mondiaux et il a du mal à conserver sa niche dans le milieu très compétitif des programmes de sciences sociales. Il est incapable d'identifier et d'atteindre les véritables groupes cibles de ses différentes activités. Ses objectifs sont trop ambitieux et il attend trop des résultats immédiats.

Point faible : Avec un total de 17 réseaux passés ou en cours, de nombreux autres projets et activités et une administration relativement lourde, comportant plusieurs strates et des intérêts institutionnels à différents niveaux, le Programme est vraisemblablement trop 'chargé' et donc trop lent à prendre en compte l'évolution du monde environnant et des problèmes sociétaux. Dans leur définition actuelle, les thèmes sont assez généraux pour inclure pratiquement tous les problèmes de société.

(2) Le Programme MOST, plate-forme de coopération en sciences sociales au sein de l'UNESCO

Point fort : avec ses nombreux réseaux internationaux et interrégionaux, le Programme MOST représente une plate-forme unique au sein de l'UNESCO. Sa proximité avec les autres programmes scientifiques de l'UNESCO et les possibilités de coopération qu'elle implique, sont un avantage évident si elles sont utilisées à bon escient. Le recours accru au savoir des sciences sociales par l'intermédiaire de la recherche interdisciplinaire contribue à améliorer la formulation des politiques sociales. Si l'on veut atteindre l'objectif du développement durable, il est urgent de traiter également les problèmes sociaux.

Danger : dans certains cas, le Programme est trop vague et manque de coordination pour bénéficier pleinement de la synergie entre ses différentes activités et la plate-forme UNESCO dans son ensemble. De plus, les liens entre les différents niveaux administratifs (notamment entre le Secrétariat et les comités nationaux de liaison) sont lâches, pour ne pas dire distendus.

Point faible : il semble que les projets n'aient que peu de relations et d'interactions entre eux, ce qui semble être également le cas des Chaires UNESCO créées pour les projets MOST. En outre, malgré le grand nombre de publications produites, du moins celles qui répondent aux critères universitaires, leur impact sur les politiques demeure diffus ou n'est pas reconnu. La quantité ne peut, à elle seule, compenser la qualité.

(3) La dimension interdisciplinaire de MOST

Point fort : le Programme MOST peut être utile à tous ses participants, et notamment aux ONG partenaires, en tant que forum pour élargir leur champ de connaissances et leurs capacités. L'axe moteur du Programme MOST, de la recherche à la prise de décision, et l'accent mis sur les approches interdisciplinaires sont sa force, mais...

Danger : ...les structures et méthodes des sciences sociales ne sont pas toujours favorables à cette approche, qui peut être entravée par des 'règlements' académiques ou institutionnels n'encourageant pas nécessairement les spécialistes des sciences sociales à emprunter la voie de la recherche interdisciplinaire et orientée vers l'action. Il se peut également que, de leur côté, ils ne soient pas enclins à ou en mesure de transmettre aux utilisateurs le savoir pertinent. Il faut reconnaître par ailleurs que certains décideurs résistent pour leur part à accepter les vues des sciences sociales.

Point faible : il existe une barrière linguistique entre chercheurs en sciences sociales et chercheurs en sciences exactes et naturelles, notamment lorsqu'il s'agit de définir les concepts, les domaines de recherche, les méthodologies de recherche et les priorités. Par ailleurs, le Programme est

encore trop tourné sur lui-même, ce qui en limite la portée, et il ne répond qu'en partie aux critères universitaires.

(4) La dialectique entre les paradigmes universels et le respect des contextes locaux

Point fort : un programme de recherche internationale, comparative et interdisciplinaire est un bon moyen pour développer des points de vue et des méthodes applicables universellement, indépendamment des différents paradigmes et contextes locaux. Le Programme MOST dispose de réseaux qui ont le potentiel nécessaire pour s'engager dans cette voie. Historiquement, les sciences sociales sont des sciences 'mûres' dans les pays développés et pourraient à ce titre avoir beaucoup à offrir sur le plan des théories complexes de prise de décision, mais...

Danger : ...il y a toujours contradiction entre le niveau mondial et le niveau local. Les politiques générales et l'intégration globale peuvent profiter à une majorité d'individus, mais elle peuvent également avoir des conséquences très négatives sur le terrain. Penser globalement et agir localement, mais également penser localement et agir globalement sont deux questions importantes à prendre en compte par MOST, ne serait-ce que pour sa propre crédibilité.

Point faible : les sciences sociales elles mêmes sont probablement trop orientées dans une perspective nationale et locale. Elles manquent souvent d'une véritable perspective internationale, propre à contribuer à la compréhension et à la connaissance mutuelles des différentes cultures. Elles ne prétendent pas toujours à l'universalité et des fossés paradigmatiques demeurent entre le Nord et le Sud, ainsi qu'entre l'Ouest et l'Est. Dans un certain nombre de pays, l'apparition des sciences sociales dans les forums scientifiques est toute récente, comme dans de nombreux pays en développement et dans les anciennes républiques soviétiques.

(5) MOST a besoin d'une plate-forme de coopération recentrée et plus cohérente

Point fort : il existe certainement un créneau pour MOST, s'il parvient à poursuivre la rationalisation de ses réseaux et à apprendre de ses propres méthodes. La cohérence (c'est-à-dire la poursuite rigoureuse des buts et objectifs de MOST et la mesure des résultats accomplis dans cette voie) au niveau du Programme est une obligation pour sa deuxième phase. Au cours de ses huit premières années d'existence, le Programme MOST s'est bien établi et s'est acquis une solide réputation. Il lui faut cependant encore asseoir sa 'marque' (donner un statut de qualité au label MOST et éviter de le disperser) et affirmer sa spécificité en devenant plus pointu face à la concurrence et en améliorant sa visibilité (en faisant correspondre au label MOST un créneau particulier et différent des autres dans le cadre duquel le Programme développe ses propres projets). La structure administrative de MOST (Comités nationaux de liaison, Conseil intergouvernemental, Comité directeur scientifique et Secrétariat), bien que lourde, pourrait et devrait également être utilisée à son avantage. Ces structures administratives devraient soutenir MOST (du point de vue scientifique, institutionnel, financier et de la gestion) et donner de l'élan à son image et à son rôle, sur le plan national, régional, interrégional et mondial. Là encore, l'enracinement institutionnel de MOST lui donne tout naturellement accès à un grand nombre de partenaires et d'instances de prises de décision, qui pourraient bénéficier davantage encore de ses réseaux et des résultats de sa recherche, mais...

Danger : ...le Programme MOST doit faire face à la dureté croissante du milieu international des sciences sociales, qui devient de plus en plus concurrentiel pour les chercheurs, les financements, le développement de la recherche, etc. Il semble qu'en termes de capacité de mobilisation de financements, MOST ne soit pas de taille à jouer sur la scène internationale. Faute de se trouver une niche et un rôle solides, il court le risque d'être bientôt dépassé ou de se ranger parmi le second choix.

Point faible : les partenaires de MOST, à l'intérieur et à l'extérieur de l'UNESCO, doivent accepter qu'il ne puisse s'engager dans toutes les priorités thématiques du système des Nations Unies. MOST a besoin de retrouver ses objectifs fondateurs, de rationaliser ses objectifs en termes de résultats et de développer une vision d'ensemble sur les principales questions de recherche et de politiques qu'il compte aborder au cours des huit années à venir.

(6) MOST et le renforcement des capacités dans les pays en développement et les pays en transition

Point fort : les nouvelles technologies donnent la possibilité de contacter les individus et les organisations, ce qui rend possible un processus 'continu' de renforcement des capacités si ces technologies sont utilisées d'une manière novatrice et créative. Participer à un projet d'université virtuelle pourrait par exemple ouvrir de nouveaux horizons à MOST, lui permettant de développer son objectif de renforcement des capacités qui est son principal atout, faisant de lui un programme unique en son genre parmi les programmes internationaux de sciences sociales. Il s'agit d'une entreprise de longue haleine, qui est particulièrement vitale pour les pays en développement et en transition, encore que MOST puisse sans nul doute y contribuer dans chaque région du monde.

Danger : les projets de renforcement des capacités menés actuellement dans le cadre de MOST sont très divers. Dans ce domaine également, il convient de revisiter les objectifs du Programme et de mettre au point une stratégie claire pour sa deuxième phase. Les profils des projets variant selon les régions et les pays, il conviendrait d'élaborer des méthodes de définition des besoins en matière de renforcement des capacités.

Points faibles : on considère souvent le secteur du renforcement des capacités comme distinct des projets de recherche, alors qu'il devrait et pourrait faire partie intégrante de toutes les activités de MOST. Il s'agit de ne pas oublier que l'éducation est la tâche principale de l'UNESCO. Les projets MOST ayant fait la preuve de leur succès pourraient être planifiés et exécutés de manière à devenir autonomes et fonctionnels après leur conclusion (le facteur de durabilité des projets). Or, jusqu'à présent, ce fonctionnement autonome des réseaux est souvent exclusivement un résultat par défaut.

VI. LA GOUVERNANCE DU PROGRAMME

A. Le Conseil intergouvernemental (IGC)

Le Conseil intergouvernemental (IGC) est composé de 35 Etats membres. Selon ses statuts, cet organe a pour fonction de guider et superviser l'élaboration et la mise en œuvre du Programme MOST. Il examine en particulier les propositions relatives au développement et à l'adaptation du Programme MOST, définit ses domaines de contenu et recommande les grandes lignes d'action à adopter pour le Programme. Sur le plan de sa structure, les statuts indiquent qu'il serait souhaitable que les personnes nommées par les Etats membres et leurs représentants soient compétentes dans les domaines couverts par le Programme. Le Conseil se réunit tous les deux ans.

En tant que médiateur de concepts utiles aux politiques, le Conseil devrait par ailleurs susciter la participation des Etats membres au Programme MOST et rechercher les ressources nécessaires à sa mise en œuvre. Il devrait également faciliter la stratégie des activités du Programme MOST au niveau national, ainsi que les échanges entre ces activités au niveau national, régional et interrégional. De ce point de vue, son rôle recoupe en partie celui des comités de liaison nationaux, encore qu'un éventuel chevauchement ne devrait signifier rien d'autre qu'une conjonction d'efforts au niveau national. Afin d'éviter un cadre strictement diplomatique, les Etats membres devraient envisager de faire participer des chercheurs en sciences sociales et des experts en sciences politiques aux sessions du Conseil intergouvernemental.

Il conviendrait aussi de réfléchir aux moyens de renforcer le rôle du Conseil en tant que vecteur des messages et opinions exprimés par les pays qui collaborent déjà ou sont intéressés à collaborer avec le Programme MOST. Des liens plus étroits entre les comités de liaison et le Secrétariat, ainsi qu'entre les comités de liaison et les projets pourraient également contribuer à faire connaître les priorités nationales dans un contexte plus informel. Un retour direct et régulier de la part des Commissions nationales pour l'UNESCO pourrait également y contribuer.

B. Le Comité directeur scientifique (SSC)

Ce Comité se compose de neuf membres réguliers, nommés par le Directeur général à titre personnel pour une période de trois ans. Le Président du Conseil intergouvernemental est *ex-officio*

membre du Comité directeur scientifique. Les membres sont des intellectuels et des experts indépendants.

Le Comité directeur scientifique a pour fonction principale de veiller au maintien du haut niveau scientifique du Programme MOST, en évaluant la qualité scientifique des projets soumis et en n'acceptant que les propositions conformes aux orientations thématiques et méthodologiques du Programme et aux critères scientifiques requis. Par l'intermédiaire de son Président, le Comité directeur scientifique présente un compte rendu de chacune de ses sessions au Conseil intergouvernemental et au Directeur général de l'UNESCO.

Depuis l'évaluation à mi-parcours de MOST en 1999, le Comité directeur scientifique n'a plus traité aucune question budgétaire en relation avec les projets. Son rôle est de réviser les projets en termes de contenu scientifique (sujet, pertinence en matière de politiques, méthodes, équipe de recherche et interdisciplinarité). Ce label scientifique devrait être une caution pour le Secrétariat dans ses démarches de recherche de financements extrabudgétaires. Toutefois, il ne s'est pas toujours révélé suffisant pour lever des fonds.

Le Comité directeur scientifique étant l'organe de MOST directement concerné par les projets de recherche, il est le mieux placé pour renforcer le Programme grâce aux initiatives que ses membres pourraient prendre pour :

1. assurer par un examen régulier le contrôle de la qualité des projets MOST ;
2. évaluer régulièrement la recherche afin de revisiter le développement thématique et la définition des priorités de MOST ;
3. entreprendre des méta-analyses dans les champs principaux des sciences sociales afin d'identifier les principaux problèmes pour la recherche future (et établir un calendrier de recherche pour l'UNESCO et les Nations Unies) ;
4. provoquer des discussions sur les besoins de la recherche, en prenant en compte les différentes régions et les besoins locaux ;
5. mettre au point les cadres conceptuels et opérationnels appropriés et analyser les « concepts agrégeants » auxquels le Programme pourrait se consacrer (par exemple la durabilité, la gouvernance et la cohésion sociale) ;
6. aider le Secrétariat à identifier des réseaux de chercheurs/experts.

Parmi ces activités, certaines ont déjà été ou sont actuellement mises en œuvre, principalement grâce à la série de documents sur les politiques. Mais là encore, il convient d'insister sur l'importance de programmer et définir ces tâches régulièrement et de les considérer comme faisant partie intégrante de la politique du programme (avec un budget à part). Il s'agit là de fonctions rentables, dans la mesure où elles peuvent produire de bons résultats et améliorer la visibilité du Programme. Le Comité directeur scientifique devrait également préparer, développer et mettre en œuvre les schémas de suivi et d'évaluation des principaux projets, en collaboration avec le Secrétariat de MOST et, si nécessaire, avec les Comités nationaux de liaison.

C. Les Comités nationaux de liaison

Les Etats sont libres de définir comme ils l'entendent la structure, le fonctionnement et le financement de leurs Comités nationaux de liaison. Ils s'inspirent du modèle des comités du MAB ou d'autres programmes scientifiques de l'UNESCO. Il existe aujourd'hui 67 Comités, dont le niveau d'activité varie en fonction des ressources disponibles et de l'enthousiasme de leurs membres. Certains pays traitent les questions de MOST directement par l'intermédiaire de leur Commission nationale pour l'UNESCO.

Les Comités nationaux de liaison, en coopération avec le Secrétariat de MOST, ont pour objectif de :

- (a) participer aux activités du programme MOST relatives au transfert du savoir aux décideurs nationaux et locaux et à son utilisation par eux;

- (b) lancer des initiatives dans le cadre de MOST au niveau national et régional, en coopération avec le Secrétariat de MOST ;
- (c) diffuser la Lettre de MOST aux services publics concernés et faire la promotion du Programme grâce au dépliant, à la Lettre et aux publications. Cette action des Comités contribuera à renforcer le soutien national aux activités de MOST ;
- (d) soumettre au Secrétariat de MOST les domaines prioritaires de recherche définis par le conseil national de la recherche en sciences sociales ou par tout autre organisme chargé du financement de la recherche. Ceci afin d'améliorer l'impact de MOST auprès des communautés nationales de scientifiques et de décideurs ;
- (e) participer aux activités de recherche orientée vers les politiques sur l'utilisation du savoir.

Les Comités nationaux de liaison sont censés jouer un rôle essentiel de trait d'union entre les communautés nationales de la recherche, les agences pour le financement de la recherche et les politiques qui souhaitent travailler en réseau dans l'orbite du Programme MOST. Cette fonction devrait être revue, ne serait-ce qu'en raison de l'apparition, avec l'Union européenne, d'un acteur puissant dans le champ du financement de la recherche : certains de ses programmes cadre visent à la coopération et à la mise en réseau entre l'Europe et les pays en développement dans le contexte du nouveau concept de Domaine de recherche européen. Le Secrétariat de MOST devrait mettre au point une stratégie plus incisive pour améliorer l'efficacité des Comités nationaux de liaison, sans oublier à cet égard les bons offices que peuvent jouer les Etats membres du Conseil intergouvernemental et leurs délégations (156 EX/12, par. 5.3.15).

Le niveau de développement des Comités est très différent selon les pays : un grand nombre d'entre eux n'existent qu'à l'état latent et seuls quelques-uns sont actifs et performants avec les ressources à leur disposition. Les Comités nationaux de liaison doivent résoudre les problèmes suivants : comment contacter la communauté de la recherche, et en particulier les jeunes chercheurs, comment établir des relations fructueuses avec les agences de financement et comment atteindre la société et les organes nationaux de prise de décision. Pour faire progresser réellement les objectifs de MOST et résoudre dans le même temps leur problème d'inactivité, il faudrait que les comités puissent s'appuyer sur un certain nombre de chercheurs et de décideurs engagés, ayant des compétences et des expériences diverses. Les Etats membres devraient par ailleurs veiller à renouveler régulièrement leur comité (membres et présidence).

Certains Etats membres ont attiré l'attention sur le fait que les Comités auraient besoin d'avoir une représentation précise de la structure du financement de MOST et de ses projets, ce qui les aiderait certainement dans leur recherche de financements et dans leur participation aux réseaux scientifiques. Si, dès le départ, un projet ne dispose que de fonds de démarrage, la recherche des financements complémentaires nécessaires à son développement peut exiger temps et énergie. C'est ce qui a été le plus souvent le cas et le Secrétariat a déployé de nombreux efforts pour tenter d'obtenir des fonds extrabudgétaires. Or, c'est dès le début qu'il convient d'associer le bailleur au projet. C'est pourquoi l'élaboration des projets exige une stratégie de financement qui prenne en compte le facteur temps, ce qui, une fois de plus, met l'accent sur l'importance des relations entre les Comités et le Secrétariat.

D. Le Secrétariat

Le Secrétariat de MOST est chargé de la coordination, de la communication et de la diffusion des résultats de la recherche, en particulier sur le site web de MOST. Le Secrétariat fournit également les services nécessaires à la tenue des sessions du Conseil intergouvernemental et du Comité directeur scientifique. Les membres du Secrétariat semblent se consacrer activement à leurs projets respectifs et sont un lien efficace entre MOST et les projets de différents pays et continents.

Le besoin d'une meilleure cohérence interne et d'une rationalisation des fonctions du Secrétariat se fait cependant sentir : les responsabilités du Secrétariat varient en effet en fonction du profil de chaque membre du Secrétariat. Leur formation varie également : certains ont plutôt un profil scientifique (titulaires d'un doctorat), d'autres un profil plus « administratif » (gestionnaires de projet). Cette différence de profils ne contribue pas à la nécessaire cohésion du travail du

Secrétariat de MOST. Insister sur une formation scientifique solide, étayée par une expérience d'évaluation des politiques serait sans nul doute profitable à MOST. Il serait par ailleurs tout à fait nécessaire d'intégrer des professionnels de disciplines comme l'économie et l'anthropologie.

Un travail d'équipe soutenu accompagné d'une gestion participative de la totalité du Programme MOST s'avère également nécessaire. Une telle gestion, accompagnée de schémas de travail moins verticaux et plus coopératifs, est essentielle au développement cohérent de MOST. Il convient également de favoriser une 'gestion des projets fondée sur les résultats' et de renforcer la structure générale du Programme et sa synergie interne avec d'autres divisions et programmes de l'UNESCO.

E. Le budget

Dans le 30 C/5 de l'UNESCO approuvé pour 2000-2001, les fonds affectés au Programme se montaient à 2.984.800\$.

Pour 2002-2003, (document 31 C/5), le budget pour les activités de MOST se monte à 2.300.000\$.

D'une manière générale, les projets MOST financés directement par l'UNESCO consomment environ la moitié du budget opérationnel. Le reste couvre notamment le financement des réunions, l'activité statutaire du Programme (Comité directeur scientifique et Comité intergouvernemental), les publications, le Clearing House/site web et les contrats pour le soutien général du Programme. Il semble cependant que le budget approuvé ne corresponde pas toujours aux montants effectivement alloués à la mise en œuvre du Programme. Il s'agit là d'un problème majeur, qui empêche de programmer les activités sur une base régulière.

On entend par fonds extrabudgétaires, a) les fonds que les agences de coopération (essentiellement bilatérales) envoient à l'UNESCO pour un projet donné (et c'est l'UNESCO qui gère ces fonds) ; b) les fonds donnés à un projet par un bailleur, sans que ce soit nécessairement l'UNESCO qui les gère. Dans le premier cas, l'UNESCO est rémunérée pour la gestion de ces fonds, tandis que dans le second, le projet bénéficie directement de l'aide financière.

UNESCO/MOST n'est pas un programme de financement, mais il met des fonds de démarrage et les bons offices de ses organes administratifs au service des objectifs du Programme. Au début de MOST, on espérait que la partie extrabudgétaire ou les fonds supplémentaires seraient importants et éventuellement même suffisants pour financer l'ensemble du Programme, mais cela n'a pas été le cas.

Il semble par ailleurs que la Division des sciences sociales, de la recherche et des politiques (où MOST est implanté) ait une priorité moindre dans le nouveau cadre institutionnel des Sciences sociales et humaines pour 2002-2003. Cela peut constituer un enjeu stratégique pour le Programme. Un soutien financier et structurel approprié de la part de l'UNESCO, ainsi que la bonne volonté et l'appréciation de ses secteurs sont indispensables pour que le Programme développe une stratégie de qualité lors de sa seconde phase.

VII. IMPACT GÉNÉRAL

A. Une recherche internationale, interdisciplinaire, comparative et pertinente pour l'élaboration des politiques

L'analyse des projets MOST révèle que la force véritable de MOST réside dans sa recherche internationale, interdisciplinaire, comparative et pertinente pour l'élaboration des politiques. Comme l'ont rappelé des chercheurs engagés dans des projets MOST, ces quatre éléments ont apporté une contribution significative à l'élargissement du champ de la recherche en sciences sociales. Il est essentiel que le Programme les conserve en tant que partie intégrante de sa méthodologie pour le développement des projets.

B. Politique internationale, régionale, nationale et locale

L'analyse des projets révèle qu'il est possible d'avoir un véritable impact sur les politiques au niveau local et provincial et parfois même au niveau régional - comme cela a été le cas notamment de l'APMRN (réseau de recherche sur les migrations en Asie du Sud-Est), des Professionnels des villes, de Grandir dans les villes et du projet CCPP - mais plus rarement au niveau national et international. Toutefois, le type de recherche et d'approches développées dans le cadre des projets MOST contribuent à améliorer l'ouverture et la sensibilité des décideurs de tous niveaux à l'importance des questions sociales. Il est très difficile d'évaluer l'impact de cette sensibilité croissante, à moins de mener une étude qualitative pointue sur le long terme. L'expérience prouve cependant que les décideurs sont profondément intéressés par les comparaisons internationales et par les perspectives comparatives sur des questions qu'ils considèrent graves et importantes pour le développement social.

Dans ce domaine, la compilation de listes récentes d'experts/scientifiques compétents et reconnus, qui pourraient être sollicités au niveau international en tant que conseillers pour l'élaboration des politiques, ainsi que pour contrôler l'impact des projets MOST, serait sans doute une valeur ajoutée. Cette base de données pourrait être accessible au plus grand nombre grâce au site web de MOST.

C. Renforcement des capacités (en particulier dans les pays moins développés)

L'évaluation a montré clairement que le renforcement des capacités dans certains pays et régions, par une estimation des besoins, devrait être l'une des principales dimensions transversales du Programme à l'avenir. Le renforcement des capacités ne serait pas calqué sur les thèmes de MOST, mais devrait faire preuve d'une certaine souplesse, notamment à l'égard des pays moins développés. L'Afrique devrait se voir accorder plus d'attention dans le Programme. Il existe sur ce continent un besoin particulier en matière de renforcement des capacités intellectuelles et institutionnelles dans le champ des sciences sociales. S'il n'est pas toujours possible d'apporter un soutien direct au renforcement des capacités institutionnelles, des accords, notamment avec les projets européens, pourraient et devraient offrir aux étudiants des pays en développement la possibilité de prendre part à la recherche et de se diplômer. Dans de nombreux pays la tendance actuelle veut que les agences de financement de la recherche exigent que tout projet de recherche éligible à un financement comporte un volet important et mesurable d'éducation et de formation.

Dans les projets de renforcement des capacités, il convient de veiller à la question de l'évaluation des besoins : d'où et de quelle initiative sont issus ces projets ? Parfois, ils émanent du sommet ou de quelque source de financement extérieure et le « terrain » peut se sentir mal à l'aise avec les critères appliqués pour le choix des sujets et des méthodes. Ces critères doivent refléter les problèmes réels, tels qu'ils sont perçus au niveau local et régional. Les ONG peuvent être une excellente source d'information sur les problématiques locales et avoir la disponibilité et la capacité de diffuser et de transmettre le savoir nouveau aux communautés ; il est rare cependant qu'elles participent pleinement aux projets de recherche de MOST. Le rôle et la valeur des systèmes indigènes de savoir doivent être pris en considération lors de l'élaboration des projets MOST ; des liens plus étroits et transversaux entre ces systèmes et les principaux thèmes et projets de MOST restent cependant à développer.

D. Comment mesurer l'impact (local) des projets

Dans l'enseignement supérieur en général et dans la recherche en sciences sociales en particulier il existe une pratique d'évaluation d'impact, du moins dans les pays développés. L'évaluation de l'impact de MOST est difficile en raison de son approche internationale, comparative, interdisciplinaire et pertinente pour l'élaboration des politiques, dont l'influence peut (ou non) se propager largement dans de nombreuses sphères de la société (comme elle le devrait souvent). Bruxelles s'intéresse souvent à l'impact régional de la recherche en sciences sociales et des institutions d'enseignement et MOST pourrait certainement tirer profit des nouvelles méthodes d'évaluation actuellement mises au point à cette fin.

Comme on l'a vu, l'impact sur les politiques est assuré au mieux lorsque les scientifiques et les décideurs travaillent ensemble ou sont en communication fréquente, c'est-à-dire lorsque leur relation se développe au sein d'un « réseau » et non pas de manière linéaire. Ce « réseau » ressemble à une organisation du savoir d'un caractère plutôt diffus. Il existe également de nombreuses méthodes d'évaluation de type enquête, qui se fondent sur les visites des pages Web,

le nombre d'articles publiés localement dans les journaux, les sondages d'opinion, etc. Les réunions et séminaires formels ou informels entre scientifiques et décideurs (et autres partenaires) peuvent également préparer les deux parties à l'évaluation des impacts et à recevoir des retours en vue d'actions futures.

Dès les premiers stades de leur élaboration, les projets MOST devraient suivre ce type d'approche : élaboration et exécution de la recherche *ex-ante*. Cela implique évidemment que l'enregistrement des projets par le Secrétariat soit mis à jour et fonctionne correctement ce qui est essentiel pour la gestion et le suivi des projets.

VIII. EVALUATION GÉNÉRALE

A. Révision du mandat et recentrage

Dans le document 31 C/5, le Programme III.3 indique les résultats escomptés pour MOST à la fin du biennium en ces termes : « amélioration de l'élaboration de la politique concernant des questions sociales comme les migrations internationales et le multiculturalisme, le développement urbain et la gouvernance, par la fourniture aux décideurs et aux autres parties prenantes d'analyses scientifiques, de données expérimentales et de recommandations pratiques ». La première partie de cet énoncé est sans doute un peu trop ambitieuse et ne devrait pas être la seule et unique mesure du succès des projets et activités de MOST. La deuxième « par la fourniture d'analyses scientifiques (...) » fixe un objectif plus réaliste, y compris pour l'évaluation et le suivi des projets. L'impact d'une recherche de qualité sur l'élaboration de la politique et sur la société en général peut être considéré dans un sens plus large, comprenant des objectifs autres que la formulation pure et simple d'une politique sociale au sens strict du terme. MOST devrait être considéré comme un instrument de l'UNESCO, apportant sa contribution à la prise de décision, et non comme un organe chargé de la formulation des politiques.

La force véritable du Programme MOST réside dans son approche internationale, interdisciplinaire et comparative, fondée sur ses réseaux d'experts et dans certains cas d'ONG et de décideurs. MOST peut faire la preuve, en particulier dans les pays en développement, de son avantage comparatif en tant que plate-forme internationale pour une coopération scientifique d'un genre nouveau. Sa force s'enracine dans sa capacité à ouvrir les sciences sociales d'envergure nationale à la coopération internationale, ainsi que dans l'autorité intellectuelle conférée par l'UNESCO.

Cette analyse révèle clairement qu'il faut consolider le Programme MOST en réduisant le nombre des projets et en mettant au premier rang l'objectif de qualité. Du point de vue thématique, MOST pourrait également se concentrer sur la définition et le développement de concepts agrégeants, avec une stratégie claire pour chacun des thèmes. Une évaluation de la recherche (fondée par exemple sur une lecture critique des publications) pourrait être l'une des priorités de MOST à venir : MOST devrait par exemple favoriser la systématisation de la recherche et de l'élaboration de concepts agrégeants et l'examen critique des méthodologies et de la recherche participative. Toutes ces activités devraient être fondées sur la qualité scientifique, qui seule peut leur ouvrir les portes de la société internationale des sciences sociales et des ONG.

B. Activités et interface politique

La diffusion des résultats de la recherche de MOST doit être améliorée et cette responsabilité incombe à tous les niveaux administratifs de MOST, du Secrétariat aux Commissions nationales pour l'UNESCO en passant par le Conseil intergouvernemental. Cette tâche devrait revenir également aux professionnels de la communication et du journalisme, ce qui devrait se refléter dans la composition des Comités nationaux de liaison.

Il est essentiel que le Programme s'ouvre aux ONG et aux Organisations de soutien aux communautés en général. Le travail du Programme MOST au cours du Forum social mondial est un exemple de cette ouverture nécessaire à de nouveaux forums à caractère politique.

Le site web du Clearing House de MOST représente une autre interface politique importante, ainsi qu'une source d'informations très riche, mais il n'est malheureusement pas encore utilisé pleinement comme un forum d'échanges dynamiques et pointus. Il devrait être mis à jour plus régulièrement. Vu de l'extérieur, il semble plutôt passif et académique. Bien que la 'bibliothèque' virtuelle de MOST présentée dans le Clearing House soit riche et complexe, elle n'est que faiblement orientée vers les politiques, bien que le mandat de MOST l'exige. Il serait donc utile de la restructurer pour la rendre plus immédiatement accessible aux politiques, en y ajoutant par exemple le résumé d'informations récentes ou de résultats de la recherche, ainsi que des liens vers d'autres projets et d'autres bibliothèques virtuelles internationales donnant le même type d'informations. Les documents de travail et les documents de politiques sociales de MOST sont peu accessibles et donc peu connus à l'extérieur de l'UNESCO, alors même que la plupart d'entre eux sont excellents de par leur contenu et leurs méthodes. Les meilleurs d'entre eux devraient figurer sur les catalogues internationaux et être même publiés dans les revues scientifiques internationales. Dans la mesure du possible, les projets devraient également constituer leur propre base de données et le cas échéant, les rendre disponibles sur Internet.

Certains scientifiques ont assez de talent pour écrire des articles à la fois intéressants et attrayants pour le grand public ; une présentation dans les grands quotidiens et magazines internationaux ne manquerait pas d'avoir de l'impact. MOST devrait s'efforcer de faire publier ses conférences et séminaires dans la presse locale ; cette pratique a été rare jusqu'à présent, mais devrait être encouragée.

On peut également demander si les publications de MOST sont disponibles dans les bibliothèques, centres de documentation et auprès des instances de réflexion sur les politiques. La *Revue internationale des sciences sociales* est une excellente plate-forme, mais elle ne devrait pas être la seule en son genre. Le Programme manque d'une stratégie claire pour la diffusion de ses résultats. Chaque projet pourrait produire des résumés ou des 'brèves' à destination des experts et du grand public.

Le Secrétariat de MOST devrait également évaluer la portée éducative des résultats du Programme : dans quelle mesure sa production a-t-elle eu une influence sur ses politiques et pratiques éducatives (principalement dans l'enseignement supérieur) ? Le concept de recherche comparative et interdisciplinaire a-t-il eu une influence sur les pratiques universitaires ? Si oui, laquelle ?

C. Suivi

Dans la plupart des Etats membres, le secteur de l'enseignement supérieur passe actuellement par une phase de transformation due à l'introduction de différents indicateurs d'évaluation, de référentiels et de systèmes d'assurance-qualité. Cela implique que des activités telles que la recherche, l'enseignement et l'acquisition de connaissances, ainsi que différentes fonctions de service sont évaluées, ce qui détermine souvent leur financement. Ainsi, des activités dont la qualité est jugée bonne ou satisfaisante auront-elles toujours de meilleures chances d'obtenir un financement. Un projet auquel l'évaluation aura décerné un label de qualité aura une espérance de vie plus longue et pourra attirer davantage de financements complémentaires.

En mettant au point un système de suivi cohérent, MOST augmenterait ses chances d'obtenir des financements complémentaires pour ses activités. Ce système devrait être mis au point aux tous premiers stades de l'élaboration du projet. Une évaluation ne devrait toutefois pas consommer une part démesurée des fonds disponibles, mais apparaître au contraire comme une activité de soutien et une dimension naturelle du projet. Une bonne évaluation est une bonne marque pour un projet et pour le Programme tout entier.

Il est essentiel aux fins du suivi des projets que le Secrétariat de MOST enregistre correctement les projets et mette ce registre régulièrement à jour. Un tel système devrait permettre l'étude des tendances à long terme, ainsi que celle de l'impact des projets, des financements, des partenaires du réseau et d'autres liens nécessaires. Il devrait pratiquement disposer d'informations en temps réel sur les projets et autres activités de MOST.

D. Recentrage de MOST

L'avenir de MOST dépend de sa capacité à conserver sa niche parmi les programmes scientifiques de l'UNESCO. Comme évoqué plus haut, MOST a besoin d'être recentré, notamment en ce qui concerne son volet recherche. Investir dans un plus petit nombre de réseaux de recherche, mais en visant la qualité, est la condition *sine qua non* de sa crédibilité à venir. Sur le terrain mondial des programmes de recherche, MOST se trouve face à de nouveaux concurrents demandeurs de partenariats de qualité et prêts à voir dans le programme de sciences sociales de l'UNESCO un partenaire intéressant pour atteindre les organes gouvernementaux et non-gouvernementaux, ainsi que l'opinion publique.

MOST peut affermir sa place grâce au potentiel de renforcement des capacités de ses réseaux, qui n'ont pas besoin de reposer sur ses thèmes spécifiques. Dans certaines régions du monde, sur le plan des capacités, même le savoir fondamental en sciences sociales fait défaut, sans parler des méthodes pour produire des connaissances originales. Au-delà de son orientation thématique, chaque projet pourrait donc être utilisé comme un vecteur de renforcement des capacités. Les universités des pays en développement ont besoin d'aide et d'assistance pour développer leurs programmes. La banque d'experts internationaux pourrait par exemple être utilisée à des fins diverses, comme l'assistance à des organisations du service public, à des institutions éducatives et à des universités dans les pays en développement et en transition.

E. Profil des projets (typologie)

Les projets MOST relèvent d'une grande variété de profils. Il existe environ 16 projets en cours, de types différents (voir page 10), qui pour la plupart sont conformes à la pertinence générale et aux critères de qualité définis pour MOST. Certains, nettement orientés vers l'action (6 et 7) et comportant peu ou pas de recherche, peuvent envoyer des signaux contradictoires avec le mandat officiel de MOST. D'autres se sont constitués à partir d'un solide réseau des sciences sociales, ce qui a été naturellement le cas en Europe orientale et dans d'autres pays émergents dans les années 1990 (1,3,5,8,9 et 12). Un projet est axé en particulier sur les pays africains (2). Certains réseaux étaient en place avant la période MOST (9), ce qui peut leur assurer plus de continuité, alors que d'autres ont été créés spécifiquement comme projets MOST (10).

L'approche interdisciplinaire prédomine dans plusieurs projets (1,2,4,5,8,9), même si elle existe à des degrés divers dans tous. Le volet recherche est particulièrement fort dans les projets 1,2,3,5,8,9,10 et 12. Le projet 13 sur les liens entre recherches et politiques s'est livré à une analyse conceptuelle et contextuelle qui peut être également utile à d'autres projets MOST. La plupart des projets ont également bénéficié de financements complémentaires.

Dans la seconde phase du Programme MOST, la typologie des projets devrait être resserrée, ce qui permettrait de rationaliser la vision et l'image de MOST auprès des universités, instituts de recherche et agences de financement.

L'équipe d'évaluation voit au moins deux types de profils qui pourraient être envisagés pour les projets MOST à venir : le premier type entrerait dans le cadre d'un appel à projets (avec enveloppe budgétaire propre) et le second serait issu des efforts conjoints du Comité directeur scientifique, du Secrétariat de MOST et des communautés de chercheurs et de décideurs (UNESCO/MOST étant l'un des éléments d'une stratégie de co-financement). La qualité devrait l'emporter sur la quantité : MOST devrait notamment avoir moins de réseaux (mais assurer leur financement et la diffusion de leurs résultats) ; il devrait recentrer ses activités de renforcement des capacités (universités d'été, allocations aux jeunes chercheurs). Dans les deux catégories de projets, il devrait être fait appel plus systématiquement au Conseil intergouvernemental comme médiateur de concepts politiques (en vue de faire passer le message et le calendrier des transformations sociales). Afin de sortir du strict contexte diplomatique, un message clair devrait être envoyé aux Etats membres pour qu'ils envoient des chercheurs en sciences sociales et des experts en sciences politiques aux sessions du Conseil intergouvernemental.

F. Partenariats

Le Programme MOST devrait continuer à renforcer ses partenariats en interne avec les secteurs de l'UNESCO et notamment avec les autres programmes scientifiques, ainsi qu'avec les bureaux hors

siège. MOST pourrait apporter une contribution substantielle au succès des programmes scientifiques en aidant à jeter des ponts entre les scientifiques et la société. Dans plusieurs cas, une telle coopération existe déjà. Le partenariat avec le secteur de l'éducation devrait lui aussi être renforcé.

A l'extérieur, MOST devrait continuer à travailler avec les autres agences des Nations Unies, les banques de développement, l'OCDE, l'Université des Nations Unies, l'Institut WIDER et les fondations diverses, ainsi qu'avec les ONG. Le Domaine de recherche européen de l'Union européenne offrira de nombreuses possibilités à l'avenir, non seulement au sein de l'Europe, mais aussi grâce aux liens nouveaux qui s'instaurent avec les pays en développement. Les organisations d'aide au développement de plusieurs pays peuvent également offrir des pistes, notamment pour le renforcement des capacités dans les pays en développement. MOST pourrait et devrait donc se donner pour objectif d'organiser des rencontres régulières avec les bailleurs de fonds et en profiter pour présenter ses vues et montrer les opportunités qu'il peut offrir en matière de développement de projets.

IX. RECOMMANDATIONS

1. **La deuxième phase de MOST** : la poursuite de MOST est d'ores et déjà prévue dans le 31 C/4. L'équipe d'évaluation appuie en ce sens et recommande vivement la mise en œuvre de la deuxième phase de ce Programme, qui s'est acquis une place centrale parmi les programmes scientifiques de l'UNESCO. Quelques mesures stratégiques devraient toutefois être prises pour garder à MOST sa compétitivité et son efficacité à l'avenir.
2. **MOST en tant que programme de recherche internationale, comparative et pertinente pour l'élaboration des politiques** : le volet recherche du Programme a besoin d'être renforcé. Les thèmes actuels sont encore valables pour comprendre les principales affaires courantes du monde. Le Programme doit cependant développer des concepts agrégeants (tels que cohésion sociale, durabilité et gouvernance) et analyser leurs relations avec ses trois thèmes. L'énoncé des principales questions et sous-questions sur lesquelles MOST va se concentrer dans chacun des thèmes doit être clair, du point de vue épistémologique, méthodologique et stratégique. Il est conseillé de prendre en compte le savoir indigène comme dimension transversale de tous les projets MOST.
3. **La recherche de MOST, un outil analytique et politique pour l'UNESCO** : une des grandes fonctions de l'UNESCO consiste à produire, à l'attention des politiques, des propositions pertinentes et novatrices pour répondre aux principaux défis et problèmes contemporains qui se posent dans ses domaines d'activité. MOST est en mesure de produire de telles analyses et propositions grâce à des projets à relativement court terme portant sur des questions bien définies. Ceci permettrait d'augmenter considérablement la capacité d'analyse et les efforts de formulation des politiques de l'UNESCO, non seulement sur les principales questions qui se posent à l'heure actuelle aux sciences sociales et humaines, mais également dans les domaines de l'éducation, des sciences naturelles, de la culture et de la communication.
4. **Renforcement des capacités** : les actions de renforcement des capacités doivent élargir leur champ, et leur rôle dans l'ensemble du Programme doit être renforcé. Les projets exécutés dans les pays développés pourraient aider les étudiants des pays en développement à acquérir d'autres diplômes, en les faisant participer à la recherche et à la formation. Il convient de signaler à cet égard que MOST a mis fin à l'International Ph.D. Award, ce qui est une bonne chose si l'on considère que les fonds correspondants sont

versés aux universités d'été qui répondent aux besoins des jeunes chercheurs en sciences sociales. Bien qu'UNESCO/MOST ne soit pas une agence de financement, il est souhaitable d'assurer un haut niveau de financement aux projets de renforcement des capacités, en particulier dans les pays en développement, afin d'en assurer la continuité.

5. **MOST et les Chaires** : l'ensemble du programme des Chaires UNESCO a fait l'objet d'une évaluation externe en 2000, dont les recommandations semblent s'appliquer également aux chaires instituées dans le cadre de MOST. Les relations entre les chaires et les projets MOST existants sont peu développées. Les chaires pourraient par exemple jouer un rôle effectif dans la prise de décision nationale et servir de bases de ressources pour le développement de programmes d'universités virtuelles. Il est souhaitable que le Comité directeur scientifique prenne part à la constitution des chaires qui relèvent de MOST.
6. **La gouvernance de MOST** : nous recommandons de mettre l'accent sur les pratiques de gestion du Programme, en renforçant en particulier sa portée horizontale, ainsi que les liens nécessaires à une meilleure synergie ; ceci devrait s'appliquer de la même manière à l'intérieur et à l'extérieur du Programme. Les Etats membres devraient être invités à choisir leurs représentants au Conseil intergouvernemental parmi des professionnels des sciences sociales au niveau national. Les relations entre les différents niveaux administratifs de MOST (Comités nationaux de liaison, Conseil intergouvernemental, Comité directeur scientifique et Secrétariat) doivent être renforcés.
7. **Initiatives du Comité directeur scientifique** : le Comité directeur scientifique étant l'organe de MOST qui traite directement les propositions de recherche, il pourrait envisager certaines actions 'centralisées' et orientées vers l'avenir pour ajouter à la force du Programme. Certaines d'entre elles figurent dans ce rapport.
8. **Le Secrétariat** : les relations verticales entre le Secrétariat et les projets ont été actives, mais le réseau des relations horizontales à l'intérieur même du Programme, ainsi qu'avec le reste de l'UNESCO et l'extérieur laissent encore à désirer. Une formation scientifique plus solide serait certainement un avantage pour les membres du Secrétariat.
9. **Stratégie éditoriale et de diffusion** : le programme a besoin d'une stratégie claire en matière d'édition et de diffusion de ses résultats, ainsi que d'une évaluation de sa portée éducative. La diffusion des résultats de la recherche de MOST doit être améliorée, et cette tâche appartient à tous les niveaux administratifs de MOST, du Secrétariat aux Commissions nationales pour l'UNESCO en passant par les comités nationaux de liaison et le Conseil intergouvernemental. Les actions correspondantes peuvent prendre différentes formes. La participation de professionnels de la communication devrait être recherchée. Interface importante avec les politiques, le site web du Clearing House de MOST doit être dynamisé et restructuré en fonction de publics cibles potentiels.
10. **Visibilité** : aux fins de son financement et de son impact sur les politiques, le Programme doit prendre des mesures pour améliorer sa visibilité au niveau national et international. Une première démarche pourrait consister à faire intervenir une fois par an une personnalité importante qui indiquerait de grandes orientations. MOST y a déjà eu recours, mais cela pourrait se généraliser à l'avenir. Améliorer la visibilité exige une coordination d'efforts à tous les niveaux administratifs, et notamment au niveau des comités nationaux de liaison et du Secrétariat.
11. **Système de suivi des projets** : le Programme et ses projets devraient faire l'objet d'un suivi et d'une évaluation, afin d'en améliorer la gestion et d'évaluer leur impact sur les politiques et sur la société dans son ensemble. Ceci serait également une valeur ajoutée aux fins de la recherche de fonds propres.
12. **Etude d'impact au niveau national** : il faut que les Comités nationaux de liaison jouent un rôle plus important dans le transfert des connaissances et dans l'étude d'impact au niveau national. Avec l'aide du Secrétariat, les Comités nationaux de liaison devraient multiplier leurs efforts pour intéresser aux activités de MOST et ouvrir ainsi des

possibilités de financement. Dans leur composition, les Comités nationaux de liaison devraient comprendre des personnalités en relation avec les agences de financement nationales et internationales, avec les professionnels de la diffusion des résultats de la recherche au grand public et les responsables de la planification et de la prise de décision. Au niveau régional, plusieurs comités nationaux de liaison qui partagent les mêmes vues (réseaux régionaux de Comités nationaux de liaison) pourraient conjuguer leurs efforts afin de constituer pour MOST une plate-forme fonctionnelle à leur niveau d'intervention.

13. **Budget** : dans sa structure, le budget de MOST manque apparemment de planification stratégique afin de consacrer un pourcentage plus important de ses ressources aux projets. L'utilisation du budget de MOST devrait faire l'objet d'une planification stratégique de la part du Secrétariat sous la conduite du Comité directeur scientifique et du Conseil intergouvernemental. Il faut que les structures internes de l'UNESCO et ses systèmes de suivi mettent au clair les différences entre le budget approuvé et les ressources réellement disponibles pour le développement du Programme.
14. **Stratégie de financement de la recherche** : le milieu du financement de la recherche est en évolution. Le programme cadre de l'Union européenne pour la recherche avec son Domaine de recherche européen peut être considéré comme un partenaire potentiel, qui pourrait devenir un concurrent, si MOST n'engage pas de démarche stratégique. Le Secrétariat de MOST devrait concevoir une stratégie pour recentrer le Programme et revoir les modalités de développement des projets pour sa deuxième phase.
15. **Evaluation régulière** : l'évaluation régulière et suivie d'au moins plusieurs projets clé est essentielle à la viabilité du Programme MOST. La mise au point d'un système de suivi rigoureux a constitué un avantage, mais ce système devrait être renforcé et intégré à l'élaboration du projet. Il est essentiel que tout système de suivi et d'évaluation des projets repose sur l'enregistrement des projets par le Secrétariat, mise à jour régulièrement.

Tableau résumé des recommandations

Secrétariat	Comité directeur scientifique	Conseil intergouvernemental	Générale
Rec. 1 Rec. 2			Rec. 1 Rec. 2 Rec. 3
Rec. 4 Rec. 5	Rec. 5		Rec. 6
Rec. 8 Rec. 9	Rec. 7		
Rec. 11	Rec. 10	Rec. 10	
Rec. 13 Rec. 14		Rec. 12 Rec. 14	Rec. 15

ANNEXE I

TABLEAU: NOMBRE DE VISITES SUR LE WEB POUR CHACUN DES PROJETS MOST

NOMBRE DE VISITES SUR LE WEB POUR CHACUN DES PROJETS MOST

	PROJET	NOMBRE DE VISITES	TOTAL
Thème: Sociétés multiculturelles et multiethniques			
1.	Meilleures pratiques sur les savoirs traditionnels	5813	5813
2.	Réseau de recherche Asie-Pacifique sur les migrations (APMRN)	4349	4349
3.	Ethno-Net Afrique: un réseau d'études comparatives, de contrôle et d'évaluation des conflits ethniques en Afrique	3234	3234
4.	Contrôle de l'ethnicité, des conflits et de la cohésion Europe centrale et orientale, Asie centrale	1902	1902
5.	La gouvernance démocratique dans les sociétés multiculturelles et multiethniques	1546	1546
Thème: Questions urbaines			
6.	Grandir dans la ville	2936	2936
7.	Les mots de la ville	1635 (anglais) 1256 (français)	2891
8.	Développement urbain et ressources en eau potable dans les petites villes côtières	1893	1893
9.	Villes, environnement et relations entre les genres	1828	1828
10.	Projet MOST-MAB – Villes: gestion des transformations sociales et de l'environnement	1756	1756
11.	Villes socialement viables	1548	1548
Thème: Mondialisation et gouvernance			
12.	Gérer au niveau local et régional les transformations économiques, technologiques et environnementales: une perspective nordique circumpolaire	2110	2110
13.	GEDIM – Globalisation économique et droits du Mercosur (projet suivi par le Bureau de l'UNESCO au Mexique)	Statistiques de septembre 2001 à mai 2002: 734 (français), 483 (portugais), 303 (anglais), 499 (espagnol)	2019
14.	MERCOSUR: espace d'interaction, espace d'intégration	1628	1628
15.	Stratégies personnelles et institutionnelles pour gérer les risques de transformation en Europe centrale et en Europe de l'Est	1232	1232
16.	Gouvernance démocratique et réduction des inégalités dans les pays arabes (en partenariat avec les Bureaux UNESCO de	Statistiques de décembre 2001 à mai 2002: 526	526

	Beyrouth et de Rabat)		
17.	Transformations économiques et sociales associées au trafic de drogues	d'octobre 2001 à mai 2002: 368	368
18.	Mondialisation, ajustement structurel et transformations des sociétés rurales dans les pays arabes méditerranéens	2019 (anglais) 228 (arabe)	247
Thème: Liens entre recherche et politiques publiques			
19.	Facteurs d'amélioration de l'utilisation de la recherche par la politique sociale: Etudes de cas Statistiques de juin à décembre 2002	340 (anglais), 263 (français)	603
Renforcement des capacités			
20.	Professionnels de la ville	813 (anglais), 949 (français), 1578 (espagnol)	3340
21.	Université d'été 2002 MOST/CISS: Recherche comparative en sciences sociales: modèles conceptuels	1226	1226
22.	Chaires UNESCO en sciences sociales et MOST	Pas de statistiques disponibles pour cette page Web.	-

Veillez noter que:

1. Le nombre de visites des pages Web UNESCO/MOST est extrêmement variable en raison de multiples facteurs.
2. Sauf indication contraire, ces statistiques se réfèrent à la période de janvier à décembre 2001.
3. Les pages Web consultées à l'intérieur de l'UNESCO ne sont pas comptées.

ANNEXE II

TABLEAU: VISITES DE SITES WEB

VISITES DE SITES WEB

Le nombre de visites des pages Web UNESCO/MOST est extrêmement variable en raison de multiples facteurs, comme la diffusion que l'on peut accorder à un projet, sa bonne mise en application, son évolution, son statut et sa réussite. Ces chiffres révèlent uniquement le nombre total de consultations des pages Web et se réfèrent à la période de janvier à décembre 2001.

Les pages Web consultées à l'intérieur de l'UNESCO n'entrent pas en ligne de compte.

Les pages MOST les plus visitées sont énumérées ci-dessous.

1) Visites des pages d'accueil du Centre d'échange d'information MOST (www.unesco.org/most/)

- Centre d'échange d'information MOST (welcome.htm)²: 17264
- Questions urbaines (most2.htm): 7663
- Mondialisation et gouvernance (most3.htm): 7455
- Multiculturalisme (most1.htm): 6806
- Calendrier des événements (agenda.htm): 6315
- Réunions (meetings.htm): 6086
- Problématique de la pauvreté (povhome.htm): 5848
- Projets (projets.htm): 5811
- Renseignements sur MOST (flyer.htm): 4393
- Page d'accueil de la Lettre de MOST (newslet.htm): 3256
- Forum MOST (mostfora.htm): 1720

2) Visites des pages des Projets MOST

- Migration et recherche en matière de population: Réseau de recherche Asie-Pacifique sur les migrations (APMRN) (apmrn.htm): 4349
- Ethno-Net Afrique (p95.htm): 3234
- Grandir dans la ville (growing.htm): 2936
- CCPP (p91.htm): 2110
- Villes, environnement & relations entre les genres (p66.htm): 1828

3) Visites des pages des Publications MOST

- Publications MOST sur les villes intermédiaires et l'urbanisation mondiale (ciudades.pdf): 11093
- Journal électronique sur les sociétés multiculturelles (jmshome.htm): 8414

² Pour accéder à chacune des pages Web mentionnées ci-dessous, taper: www.unesco.org/most/ (nom inscrit entre parenthèses)

- Article "Multiculturalism: a policy response to diversity" (sydpaper.htm): 7119
- Article "Building Bridges - Towards effective means of linking scientific research and public policy: Migrants in European Cities" (scspbuilding.pdf): 6376
- Accès à l'index des publications MOST (document.htm): 5487
- Page d'accueil des Document de discussion et de la Série Politiques sociales MOST : (discuss.htm): 4952
- Accès au catalogue de publications MOST (mostpubl.htm): 3989
- Rapport mondial sur les sciences sociales (wssr.htm): 3826
- Conférence des Nations Unies sur les Etablissements humains (humaniser.pdf): 3531

Série Politiques sociales

- "De l'exclusion sociale à la cohésion sociale". Bessis, Sophie, 1995. Série politiques sociales n°2 (besseng.htm): 5073
- "Multiculturalisme: Nouvelles réponses de politiques publiques à la diversité". Inglis, Christine, 1996. Série politiques sociales n°4 (pp4.htm): 4904
- "Sustainability: a cross-disciplinary concept for social transformations". Becker, Egon; Jahn, Thomas; Stiess, Immanuel, 1997. Série politiques sociales n°6 (pp6.htm): 3235

Documents de discussion

- "La recherche urbaine en Amérique latine. Vers un programme de recherche". Valladares, Licia; Prates Coelho, Magda; 1995. Document de discussion n°4 - version anglaise (valleng.htm): 5866; version espagnole (vallspa.htm): 7308
- "Drug trafficking in Mexico: a first general assessment". Astorga, Luis. Document de discussion n°36 (astorga.htm): 7697
- "La technologie de l'information au service de l'Organisation: une véritable mutation sociale aux Etats-Unis". Gullledge, Thomas R.; Haszko, Ruth A., 1998. Document de discussion n°14 (guilled.htm): 7509
- "Violence related to illegal drugs, easy money and justice in Brazil: 1980-1995". Zaluar, Alba. 1999. Document de discussion n°35 (zaluar/htm): 5593
- "Reflections on the challenges confronting post-apartheid South Africa". Makhosezwe, Bernard, 1995. Document de discussion n°7 (magu.htm): 3942
- "Chile y Mercosur: ¿Hasta dónde queremos integrarnos?". Stefoni E., Carolina; Fuentes S., Claudio, 1998. Document de discussion n°25 (fuentes.htm): 3234
- "The Participatory City. Innovations in the European Union". Mega, Voula, 1998. Document de discussion n°32 (vmega.htm): 3232
- "Lo global, lo local, lo hibrido. Aproximaciones a una discusión que comienza". Sonntag, Heinz R.; Arenas, Nelly, 1995. Document de discussion n°6 (sonntspa.htm): 3122

4) Visites des pages des Bases de données MOST

Meilleures pratiques

- Page d'accueil (bphome.htm): 7072
- Best Practices on Indigenous Knowledge (Meilleures pratiques sur les savoirs traditionnels) (bpindi.htm): 5813
 - Base de données sur les savoirs traditionnels (bpikreg.htm): 6209
 - Publication sur les savoirs traditionnels (bpikpub.htm): 2739
- Best Practices on Human Settlements (Meilleures pratiques sur les établissements humains) (bphouse.htm): 3083
 - Partnerships for Poverty Alleviation in Cebu City, Philippines - Base de données sur les meilleures pratiques – Human Settlements (mot-clé: poverty eradication) (asia11.htm): 5925

Droits religieux

- Page d'accueil (rr1.htm): 8221

Droits linguistiques

- Page d'accueil (ln1.htm): 3902

5) Visites des pages des Programmes de renforcement des capacités

- Page d'accueil du Prix MOST pour une thèse de doctorat 2000-2001:
 - version anglaise (phdeng.htm): 3091;
 - version française (phdfre.htm): 1304;
 - version espagnole (phdspa.htm): 1268;
 - Thèse de doctorat 1998-1999 (phd99.htm): 634
- Page d'accueil de l'Université d'été 2000 (sumschool2002.htm): 1226

6) Répartition³ géographique des visites

Recherche par continent - nombre de visites - pourcentage

Inconnu	13439	56,31%
Europe	4378	18,34%
Amérique du Nord	3777	15,82%
Asie	834	3,49%
Amérique du Sud	670	2,80%
Australie	540	2,26%
Afrique	183	0,76%
Amérique centrale	45	0,18%

Recherche par pays - nombre de visites - pourcentage

Inconnu	9197	38,53%
---------	------	--------

³ Ces statistiques se réfèrent à la période du 9 mars 2000 au 3 juin 2002.

Assoc. à but non luc.	2101		8,80%
Réseau	2097		8,78%
Etats-Unis/Commerce	1915		8,02%
France	1195		5,00%
Etats-Unis/Education	842		3,52%
Canada	601		2,51%
Royaume-Uni	530		2,22%
Australie	421		1,76%
Allemagne		394	1,65%
Mexique	297		1,24%
Pays-Bas	290		1,21%
Belgique	269		1,12%
Espagne	263		1,10%
Japon	250		1,04%
Argentine	218		0,91%
Italie	217		0,90%
Brésil	211		0,88%
Portugal	125		0,52%
Suisse	124		0,51%
...			

Sources:

1. Statistiques communiquées par UNESCO/DIT (Division des systèmes informatiques et des télécommunications):
Consultation externe des pages du Web - Répartition par URL [most] 2001 (<http://titan.unesco.org/stats/REPORTS/most>).
2. Statistiques communiquées par un fournisseur extérieur
Extreme Tracking (<http://extremetracking.com/open?login=worst1>)

ANNEXE III

TABLEAU: GESTION DES PROJETS, 1994-2002

GESTION DES PROJETS, 1994-2002

	PROJET MOST	Chef(s) de projet	Date du début – de la fin du projet	Budget ordinaire (\$) du Programme MOST (réunions, documents recherche, publications)	Dépenses (\$) Budget ordinaire (réunions, documents recherche, publications – inclut les fonds engagés)	Produits (nombre): Editions MOST; Livre (date de parution)	Délai de publication des ouvrages (délai entre la remise du manuscrit et la date de parution)
1. Sociétés multiculturelles et multi-ethniques							
1.1	Nouvelles migrations et ethnodiversité culturelle croissante dans la région Asie-Pacifique (APMRN)	Robyn Iredale	1995 -	2002/3: 60.000	Rien encore	APMRN série: 9 De nombreux livres, voir synthèse du rapport annuel	sans objet
1.2	Aspects sociaux et politiques de la migration internationale et ethnodiversité culturelle croissante dans la région	Robyn Iredale	1995 -	2002/3: 60.000	Rien encore	APMRN série: 9 De nombreux ouvrages, voir synthèse du rapport annuel	sans objet

	(APMRN)						
1.3	Ethno-Net Afrique	Prof. Paul Nchoji Nkwi	1996 -	2001: 17.000	2001: Conférence: 13.000 Création site Web: 4.000	document de discussion MOST no 61: la question Bamiléké pendant l'ouverture démocratique au Cameroun: retour d'un débat occulté, par Dieudonné Zognong, 2002	sans objet
1.4	Gouvernance démocratique dans une société multiculturelle et multi-ethnique	Paul de Guchteneire	1998 - 2000		sources extra- budgétaires: 2.000.000	Site Web	sans objet
1.5	Politiques multiculturelles et modes de citoyenneté dans les villes européennes (MPMC)	N. Auriat, Rinus Penning	30/06/00 – 31/05/01	31.276		Dépliant, en octobre 2000; rapport de l'atelier en nov. 2000; ouvrage City Template, en avril 2001	sans objet
1.6	Gestion des diversités culturelles, ethniques et religieuses aux niveaux local, national et international en Europe centrale et orientale	Anton Peliaka	1999 - 2000	Environ 30.000	30.000	1 document de travail	3 mois
1.7	Système de suivi et d'analyse de l'ethnicité, des conflits et de la cohésion	V. Tishkou	1996 - 2001	15.000 par an	15.000 par an	Une vingtaine d'études de cas 1 livre	1 mois
1.8	Réseaux de migration en Afrique, Europe centrale & orientale, Amérique latine &	Voir APMRN Autres réseaux non fonctionnels					

	Caraïbes						
1.9	Négociation de pactes de paix dans les pays arabes						
1.10	Meilleures pratiques sur les savoirs traditionnels (première phase)	Paul de Guchteneire	1998 - 1999	20.000	20.000	1 livre 1 site Web	1 mois
1.11	Meilleures pratiques sur les savoirs traditionnels (deuxième phase)	Jun Morohashi	juin 2001 -	13.100	Tout pour la publication (honoraires)	Une publication sera diffusée sur Internet et une sortie papier en octobre 2002	sans objet
2. Villes							
2.1	Les mots de la ville	Jean Charles Depaule et Christian Topalov	1995 - 2002	1995 - 2001: 57.000	1995 -1999: 465.000	5 numéros (Cahiers) 3 documents de discussion 3 livres Plusieurs dépliants	sans objet
2.2	Grandir dans la ville (GUIC)	N. Auriat					
2.3	Viabilité sociale des villes: construire une base de connaissances pour la gestion urbaine au 21 ^e siècle	Geneviève D. Chich					
2.4	Villes, environnement et relations sociales entre hommes et	François Hainard et Christine	1996 - 2004	1996 - 2004: 65.000	1996 - 2004: 600.000	3 livres Plusieurs dépliants	sans objet

	femmes	Vershuur					
2.5	Projet "Villes" (MOST-MAB) ⁴	Geneviève D. Chich					
2.6	Développement urbain et ressources en eau dans les petites villes côtières	Coordonné par MOST P.O. B.Colin	oct. 1997 - déc. 2004	Pour 2002/3: 88.950	Aide financière Convention France-UNESCO pour la conservation et mise en valeur du patrimoine urbain et naturel (villes en partenariat, environ 100.000 pour 3 ans)	Actes de séminaires internationaux de l'UNESCO sur l'équilibre du développement urbain dans les régions côtières, 97/99/2001 (publication en 2002) Site Web "Les petites villes côtières historiques" et "Maison-laboratoire"	sans objet
2.7	Atelier UNU-UNESCO sur la mondialisation et le développement des mégalo-poles en Asie-Pacifique	Fu-chen Lo (UNU/IAS) en 96-98	1996	10.000	54.000	sans objet	sans objet
2.8	Décentralisation industrielle et développement urbain en Inde mis en perspective avec des	Bureau de coordination ⁵	1995 - 1998	30.000	95.000	3 Documents de discussion 1 Publication Plusieurs dépliant	sans objet

⁴ Projets MOST-MAB dans six villes: Yeumbeul, Port-au-Prince, Sao Roque, Saint-Domingue, Djenné, Bogotá.

	études de cas en Asie du Sud-Est et de l'Est						
3. Global-local							
3.1	Histoire et observation du travail de recherche en transformation sociale (HOST)	Michel Schiray Christian Geffray Guilhem Fabre	1997 2002	167.000	55.000 (réunions), 570.000 (recherche), 25.000 (publication), 20.000 (documents).	2 livres, 8 documents de discussion, 1 site Web en projet, 1 CD-Rom, 1 CD-Rom cartographique, 3 rapports de recherche (1 de Rio de Janeiro, 1 de New Delhi et le Rapport final)	Entre 1 an et 1 an et demi
3.2	Mondialisation, ajustement structurel et transformations dans les pays arabes méditerranéens	Mohammed Elloumi	1997 2002	30.000	25.000 (réunion), 5.000 (publication)	1 site Web en projet, 1 livre	2 ans
3.3	MERCOSUR: un espace d'interaction	Elizabeth Jelin	1996 1998	47.500	25.000 (Réunion), 15.000 (Publication), 7.500 (Recherche)	7 documents de discussion, 1 livre, 1 projet de site Web	Entre 1 an et 1 an et demi
3.4	Modernisation institutionnelle des politiques sociales en Amérique latine	Francisco Arocena	1996 1998	22,500	20.000 (Réunion), 2.500 (publication)	1 rapport de recherche (brochure), 1 projet de site Web	6 mois

⁵ Bureau de coordination avec les institutions participantes: Sardar Patel Institute, Ahmedabad, Madras Institute of Development Studies, Département de Planification, Université d'Amsterdam, Institut français de Pondichéry. Jawaharlal Nehru University (JNU), New Delhi.

3.5	Gérer au niveau local et régional les transformations économiques, technologiques et environnementales (CCPP)	Niels Arsaether Jorgen Baerenholdt	Phase I: 1996 - 2001 Phase II: 2002 – 2005	40.000	25.000 (réunion), 15.000 (recherche)	2 livres, 2 documents de discussion, 1 site Web en projet	1 an
3.6	Stratégies personnelles et institutionnelles pour gérer les risques de transformation en Europe centrale et en Europe de l'est	Nikolai Genov	1997 - 2001	60.000	60.000	Environ 3 ouvrages, voir synthèse du rapport annuel	2 mois
3.7	La durabilité, un concept de sciences sociales	Christine Von Furstenberg					
3.8	GEDIM – Mondialisation économique et droits de l'Homme	André-Jean Arnaud	1999 2002	40.000	20.000 (recherche), 10.000 (travail en réseau), 10.000 (publication)	2 livres, 1 site Web en projet	1 an
3.9	ONG et gouvernance dans le monde arabe	Sarah Ben Nefissa	1999 2000	45.000	30.000 (réunion), 10.000 (enquêtes locales), 5.000	1 livre en trois langues (arabe, français et anglais), 1 document de discussion, 28 rapports de recherche, 1 site Web en projet	Entre 1 an et 1 an et demi

					(publication)		
3,10	Réseau MOST ALFA	Paul de Guchteneire	Projet abandonné				
4. Recherche, Action & Renforcement des capacités							
4.1	Facteurs améliorant l'utilisation de la recherche dans les études de cas sur les politiques sociales	N. Auriat	mai/2000 – avril/2003	275.519	1 livre à paraître en 2002/2003		sans objet
4.2	Chaires UNESCO						
	UNESCO-ITESO, Mexique	Rosaluz Mejía (ITESO)	1999	52.000	75.000	5 Documents de discussion 3 Livres en préparation Plusieurs documents	sans objet
	Université ETVÖS, Hongrie						
	Chaires UNESCO en sciences sociales et MOST						
	Chaires UNESCO sur le développement durable						
4.3	Centre d'échange d'information	Paul de Guchteneire	1994	30.000	30.000	Vaste site Web, CD Rom	sans objet
	Forums de discussion sur les transformations sociales et les sociétés multiculturelles et multi-ethniques	Paul de Guchteneire	1994	30.000	30.000	Vaste site Web, CD Rom	sans objet
	Journal électronique sur	Paul de	1999 -	15.000 par	15.000 par	6 numéros	Aucun

	les sociétés multiculturelles	Guchteneire		an	an		
	Meilleures pratiques	Paul de Guchteneire	1996 -	15.000 par an	15.000 par an	2 bases de données	Aucun
4.4	Prix MOST thèse de doctorat 2000-2001	C. Milani	1998 - 2001	Période de suppression progressive	-	-	-

ANNEXE IV

Tableau: REUNIONS ET CONFERENCES UNESCO/MOST – DE 2002 A 1994

RÉUNIONS ET CONFÉRENCES UNESCO/MOST – DE 2002 À 1994

Type	Titre du projet	Année	Date de début	Ville	Pays
Séminaire	Australian Migration and Ethnic Relations in a Period of Changing International Relations	2002	9 - 10 mai	Sydney	Australie
Séminaire	Education et transformation sociale: Interrogeons nos pratiques. Croisement des savoirs et des pratiques autour de Paulo Freire	2002	2 - 4 mai	Recife	Brésil
Atelier	Atelier Ethno-Net/MOST : "ICTs, Training and International Scientific Cooperation"	2002	18-21 mars	Yaoundé	Cameroun
Colloque	Défaire le développement, refaire le monde	2002	28 fév. – 3 mars	Paris	France
Atelier	Grandir dans la ville: "Is there a place for children in the city?"	2002	17 février	Amman	Jordanie
Table ronde	Citoyenneté, identité et intégration sociale en milieux urbains: les enjeux pour les collectivités	2002	06 février	Toronto	Canada
Table ronde	"Vivre et habiter le Paysage" remise du Prix UNESCO 2001 d'architecture du paysage	2002	04 février	Paris	France
Atelier	Démocratie et citoyenneté (dans le cadre du Forum social mondial 2002)	2002	04 février	Porto Alegre	Brésil
Réunion	Fonction de l'architecte: Programme de travail de l'UIA/UNESCO	2002	1 ^{er} février	Paris	France
Atelier	Urban Planning (dans le cadre du Forum social mondial 2002)	2002	1 ^{er} février	Porto Alegre	Brésil
Réunion de travail	Comité de suivi de la Charte UIA/UNESCO sur la formation de l'Architecte	2002	15-16 jan.	Paris	France
Réunion	Réunion intersectorielle / CISS sur les	2001	décembre	Paris	France

intersectorielle	conséquences socioéconomiques des désastres naturels				
Colloque	Lutte contre la pauvreté urbaine: quelles politiques? Leçons d'un projet de recherche-action de l'UNESCO	2001	3 décembre	Paris	France
Séminaire	NGOs, Governance and Development in Latin America	2001	28-30 nov.	Montevideo	Uruguay
Séminaire	Séminaire MOST sur le concept des transformations sociales et la méthodologie du Programme	2001	22-23 nov.	La Haye	Pays-Bas
Atelier méthodologique	Formation des agents du développement durable.	2001	18-19 oct.	Bordeaux	France
Réunion	Réunion d'experts MOST sur les thèmes du Journal électronique sur les sociétés multiculturelles	2001	12-13 oct.	Paris	France
Réunion	3 ^{ème} Réunion du comité de validation de la charte UIA/UNESCO de la formation des architectes	2001	8 oct.	Paris	France
Atelier	Atelier de lancement des professionnels de la ville	2001	3-5 octobre	Paris	France
Séminaire	Villes intermédiaires et urbanisation mondiale	2001	20-22 sept.	Beyrouth	Liban
Colloque	Sciences sociales dans le monde arabe d'aujourd'hui	2001	18-22 sept.	Marrakech	Maroc
Atelier	Atelier IsoCaRP/UNESCO-MOST young planners Renforcement des capacités pour les professionnels de la ville	2001	13-15 sept.	Twente	Pays-Bas
Table ronde	Gouvernance et démocratie au Mexique	2001	4 juillet	Paris	France
Atelier	Local Governance, Democracy and Development Policies: A Critical Analysis of the Mexican and the Pakistani Cases	2001	25-27 juin	Barcelone	Espagne
Séminaire	Les sciences sociales et la lutte contre la pauvreté	2001	19-22 juin	Yaoundé	Cameroun

Table ronde	Participatory Governance: A key issue in combating poverty	2001	8 juin	New York	Etats-Unis
Conférence	MOST CCPP Concluding Conference 2001	2001	6-10 juin	Storfjord	Norvège
Séminaire	Petites villes côtières historiques: Développement urbain équilibré entre terre, mer et société	2001	28-31 mai	Saïda	Liban
Conférence	Conférence Ethno-Net: Complex Political Emergencies in Africa	2001	21-23 mai	Douala	Cameroun
Conférence	Cinquième session du Conseil intergouvernemental du Programme MOST	2001	14-17 mars	Paris	France
Conférence	Huitième session du Comité directeur scientifique du Programme MOST	2001	12-13 mars	Paris	France
Réunion internationale	Migrations, Economic Changes and Multiculturalism in Asia Pacific Countries (APMRN)	2001	mars	Manille	Philippines
Séminaire	Démocratie et gouvernance mondiale au 21 ^e siècle	2001	29-30 janvier	Porto Alegre	Brésil
Colloque	L'Islam dans la cité	2000	14-15 déc.	Paris	France
Conférence internationale	Social Transformation in the Asia Pacific Region	2000	04-06 déc.	Wollongong	Australie
Atelier	MOST/CCPP workshop: Coping Strategies and Regional Policies in the North	2000	15-19 nov.	Joensuu/ Huhmari	Finlande
Forum international	Action solidaire pour le développement social	2000	14 nov.	Paris	France
Réunion	Villes, environnement et relations sociales entre les sexes: évaluation et suivi du projet	2000	12-17 nov.	La Havane	Cuba
Séminaire	Management of Social Transformation in Indonesia - in Search of Models for Conflict Prevention	2000	25-27 sept.	Bali	Indonésie
Conférence	Les pratiques collectives distribuées sur Internet: Construction des infrastructures des pratiques	2000	19-20 sept.	Paris	France

	collectives distribuées				
Symposium	Social Capital Formation in Poverty Reduction: Which Role for the Civil Society Organizations and the State	2000	juin	Genève	Suisse
Conférence	Conf. OCDE sur les sciences sociales et l'élaboration des politiques	2000	26-28 juin	Bruges	Belgique
Atelier	Geography, Peace-Building and Development at the Dawn of the 21 st century	2000	26-27 juin	Paris	France
Université d'été	Université d'été MOST/CISS: International Comparative Programmes in the Social Sciences	2000	20-25 juin	Sofia	Bulgarie
Séminaire	Sociétés rurales et mondialisation en Méditerranée: Etat, société civile et stratégies des acteurs	2000	08-10 mai	Tunis	Tunisie
Séminaire	Sociétés rurales et mondialisation dans les pays méditerranéens	2000	04-06 mai	Tunis	Tunisie
Conférence	De la investigación social a la toma de decisiones	2000	26-27 avril	Saint-Domingue	République dominicaine
Séminaire	ONG et gouvernance dans le monde arabe	2000	29-31 mars	Le Caire	Egypte
Conférence internationale	Sciences sociales et gouvernance	2000	20-21 mars	Utrecht	Pays-Bas
Atelier	Meilleures pratiques de réduction de la pauvreté	1999	10 nov.	Amman	Jordanie
Réunion thématique	Savoirs traditionnels et locaux dans le développement durable	1999	08 nov.	Paris	France
Table ronde	Démocratie et gouvernance globale au XXI ^e siècle.	1999	08 nov.	Paris	France
Conférence internationale	Economic and Social Transformations connected with the International Drug Problem	1999	1 ^{er} - 5 nov.	New Delhi	Inde
Conférence	Religion et diversité culturelle	1999	31 octobre	Londres	Angleterre
Conférence	Society, Nature and History	1999	30 sept. - 2 oct.	Vienne	Autriche

internationale					
Réunion internationale	Nouvelles tendances de la migration dans la région Asie Pacifique et conséquences pour le Japon	1999	23-27 sept.	Tokyo	Japon
Atelier	Enjeux pour la coopération scientifique et technique dans la recherche et dans les universités (en Europe et dans le Sud au 21 ^e siècle: Défis pour une coopération renouvelée)	1999	22-25 sept.	Paris	France
Séminaire international	Les villes, l'environnement et les relations sociales entre hommes et femmes	1999	17-25 sept.	São Paulo	Brésil
Conférence	Conférence mondiale sur la Science	1999	26 juin-1 ^{er} juillet	Budapest	Hongrie
Séminaire international	Développement urbain durable en zone côtière	1999	21-24 juin	Mahdia	Tunisie
Conférence internationale	Au-delà du consensus de Washington	1999	16-17 juin	Paris	France
Conférence	Sciences sociales en Afrique: évaluation et perspectives	1999	7-11 juin	Libreville	Gabon
Séminaire international	Frontières, nations et identités	1999	26-28 mai	Buenos Aires	Argentine
Conférence internationale	Transformation Risks	1999	25-26 fév.	Sofia	Bulgarie
Réunion	Conseil intergouvernemental MOST	1999	22-26 fév.	Paris	France
Atelier	Atelier sous-régional UNESCO/MOST sur "La mondialisation et le phénomène des drogues en Asie centrale"	1998	14-15 déc.	Tachkent	Ouzbékistan
Atelier	Réseau MOST ALFA	1998	décembre	La Serena	Chili
Colloque	Repenser le développement: faut-il changer de	1998	30 nov.	Paris	France

	paradigme?				
Réunion	Ile Réunion Tunisie-France de candidats à des thèses de doctorat et de jeunes chercheurs	1998	04-06 nov.	Tunis	Tunisie
Réunion	Projet d'un système de suivi et d'analyse de l'ethnicité, des conflits et de la cohésion	1998	02-06 nov.	Huav	Croatie
Conférence internationale	La pauvreté, d'un point de vue international	1998	22-23 oct.	La Haye	Pays-Bas
Conférence	Conférence de Rio de Janeiro – Trafic international de drogues	1998	19-22 oct.	Rio de Janeiro	Brésil
Conférence	Première Conférence virtuelle sur l'anthropologie et l'archéologie	1998	octobre		
2 ^{ème} Séminaire international	Villes, environnement et relations sociales entre hommes et femmes	1998	19-26 sept.	Dakar	Sénégal
Table ronde	Gouvernance démocratique	1998	09-11 sept.	Kirghizistan	Bichkek
Séminaire	New Initiatives for Children and Youth: building Partnerships	1998	22-24 juin	Paramaribo	Suriname
Conférence	2 ^{ème} Conférence européenne des sciences sociales: Europe: Expectations and Reality. The Challenge for the Social Sciences	1998	13-18 juin	Bratislava	Slovaquie
Conférence	Images de l'immigré - Représentations, identités et "menaces"	1998	05 juin	Paris	France
Colloque	Images de l'immigré – Représentations, identités et "menaces"	1998	05 juin	Paris	France
Réunion internationale	Deuxième Réunion internationale du Réseau de recherche Asie-Pacifique sur les migrations (APMRN)	1998	23-25 fév.	Hong-Kong	Chine
Réunion	Réunion de jeunes pour un 21 ^e siècle libéré des drogues	1998	09-10 fév.	Paris	France
Séminaire	Europe centrale et orientale: Evaluation et gestion	1998	06-07 fév.	Sofia	Bulgarie

	des risques de transformation				
Séminaire international	Séminaire international "Les mots de la ville" 1997	1997	04-06 déc.	Paris	France
Séminaire	Séminaire de formation sur l'utilisation d'Internet	1997	03-05 déc.	Dakar	Sénégal
Conférence	Conférence scientifique internationale: Le multiculturalisme et l'après-communisme, la tradition et les processus démocratiques	1997	27-30 nov.	Dubrovnik	Croatie
Conférence	Conférence EUMENESS-MOST sur les Stéréotypes et l'altérité	1997	27-29 nov.	La Valette	Malte
Colloque	"Partenariats"- Une nouvelle solution aux problèmes urbains? Perspectives des sciences sociales sur l'agenda de Habitat II	1997	24-25 nov.	Paris	France
1 ^{er} Séminaire international	Projet 'Villes, environnement et relations sociales entre hommes et femmes'	1997	septembre	Saint-Domingue	République dominicaine
Symposium international	Formes et dynamique de l'exclusion dans les sociétés contemporaines	1997	23-26 juin	Paris	France
Réunion	Conseil intergouvernemental de MOST	1997	16-20 juin	Paris	France
Conférence	Conférence internationale disciplinaire sur l'enfance citadine	1997	09-12 juin	Trondheim	Norvège
Symposium	Symposium de Roskilde	1997	03-06 avril	Roskilde	Danemark
Colloque international	La situation des drogues en Afrique subsaharienne	1997	1 ^{er} - 4 avril	Paris	France
Atelier	Mondialisation, ajustement structurel et transformations des sociétés rurales dans les pays arabes méditerranéens	1997	20-22 fév.	Tunis	Tunisie
Conférence internationale	Pauvreté et exclusion	1997	28-30 jan.	San José	Costa Rica
Symposium	Intégration régionale et réformes des politiques sociales	1996	novembre	Buenos Aires	Argentine

Atelier	Gérer au niveau local et régional les transformations économiques, technologiques et environnementales globales: une perspective nordique circumpolaire (CCPP)	1996	août	Tromso	Norvège
Conférence	Démocratie, unité nationale et diversité culturelle	1996	30 juin - 02 juillet	Istanbul	Turquie
Réunion internationale	Première Réunion internationale du Réseau de recherche Asie-Pacifique sur les migrations (APMRN)	1996	11-13 mars	Bangkok	Thaïlande
Atelier	Atelier sous-régional sur le problème de la pauvreté dans les pays d'Asie centrale	1996	04-06 mars	Bichkek	Kirghizistan
Symposium	Sciences sociales et gouvernance	1995	08-09 déc.	Ankara	Istanbul
Réunion	"Vers la ville de la solidarité et de la citoyenneté"	1995	11-12 oct.	Paris	France
Réunion	Gestion locale et régionale des transformations économiques, technologiques et environnementales	1995	11-12 sept.	Paris	France
Réunion	Réunion d'experts sur les femmes dans le secteur informel	1995	25-27 sept.	Gigiri	Kenya
Séminaire	Gestion locale et régionale des transformations économiques, technologiques et environnementales	1995	mars	Tromso	Norvège
Symposium international	De l'exclusion sociale à la cohésion sociale	1995	02-04 mars	Roskilde	Danemark
Séminaire	Séminaire d'experts sur les Villes	1994	février	Vienne	Autriche
Réunions régionales					
Réunion régionale	Mitos y falacias en el debate sobre el desarrollo económico y social y la gobernabilidad en América	2001	28-30 nov.		Uruguay
Réunion	Réunion sous-régionale des Comités de liaison	2001	4-5 oct.	Tunis	Tunisie

régionale	MOST du Maghreb				
Réunion régionale	Rapport du Secrétariat sur les réunions régionales et sous-régionales du Programme MOST	1997	16-20 juin	Paris	France
Réunion régionale	Réunion régionale consultative aux Caraïbes sur le Programme MOST	1997	24-26 fév.	Kingston	Jamaïque
Conférence régionale	Conférence régionale des Etats arabes	1996	26-28 fév.	Tunis	Tunisie
Réunion régionale	Rapport de la réunion MOST des pays nordiques	1996	11-12 jan.	Helsinki	Finlande
Réunion régionale	Réunion régionale africaine MOST	1995	28-30 sept.	Gigiri	Kenya
Réunion régionale	Réunion MOST pour l'Europe centrale et orientale	1995	29-31 mai	Budapest	Hongrie
Réunion régionale	Réunion sous-régionale du MOST pour le Pacifique: Multiculturalism: a policy response to diversity	1995	28-29 avril	Sydney	Australie
Réunion régionale	1 ^{ère} Conférence régionale de la région Amérique latine et Caraïbes sur MOST	1995	28-31 mars	Buenos Aires	Argentine
Réunion régionale	Conférence régionale en Asie sur MOST	1994	21-25 nov.	Bangkok	Thaïlande
Réunion régionale	Réunion régionale consultative en Asie centrale sur MOST	1994	25-27 oct.	Bichkek	Kirghizistan

ANNEXE V

TABLEAU: FINANCEMENT DES PROJETS MOST

PROJETS MOST

Financement du budget ordinaire de l'UNESCO (en dollars des Etats-Unis, sauf indication contraire),
fonds supplémentaires (alloués directement au projet) et
fonds extrabudgétaires (sous exécution de l'UNESCO)

Etat de financement présenté par les chefs de projet et le Secrétariat du MOST :

TITRE DU PROJET	1999	2000	2001	SOUS-TOTAL
Sociétés multiculturelles et multi-ethniques				
1. Nouvelles migrations et ethno-diversité culturelle croissante dans la région Asie-Pacifique (APMRN)	?			
<i>Fonds supplémentaires (veuillez préciser l'agence)</i>				
2. Aspects sociaux et politiques de la migration internationale et ethno-diversité culturelle croissante dans la région (AMPRN)	?			
<i>Fonds supplémentaires (veuillez préciser l'agence)</i>				
3. Ethno-Net Afrique	?	0	25.000 (dont 8.000 \$ EU de la Division des droits de l'homme)	25.000
<i>Fonds supplémentaires (veuillez préciser l'agence)</i>			7.000 (atelier organisé en coopération avec le LIMSI-CNRS)	7.000
4. Gouvernance démocratique dans une société multiculturelle et multi-ethnique				
<i>Fonds supplémentaires (veuillez préciser l'agence)</i>	195.000 du Gouvernement suisse			195.000
5. Politiques multiculturelles et modes de citoyenneté dans les villes européennes (MPMC)		31.276	31.276	62.552
<i>Fonds supplémentaires (veuillez préciser l'agence)</i>				

6. Gestion des diversités culturelles, ethniques et religieuses aux niveaux local, national et international en Europe centrale et orientale	Conclu			
<i>Fonds supplémentaires (veuillez préciser l'agence)</i>				
7. Système de suivi et d'analyse de l'ethnicité, des conflits et de la cohésion	15.000	15.000	15.000	45.000
<i>Fonds supplémentaires (veuillez préciser l'agence)</i>	100.000 de la Fondation Carnegie ⁶		150.000 de la Fondation Carnegie	250.000
8. Réseaux de migration en Afrique, Europe centrale & orientale, Amérique latine & Caraïbes				
<i>Fonds supplémentaires (veuillez préciser l'agence)</i>				
9. Négociation de pactes de paix dans les pays arabes				
<i>Fonds supplémentaires (veuillez préciser l'agence)</i>				
10. Meilleures pratiques sur les savoirs traditionnels (première phase)	15.000	15.000		30.000
<i>Fonds supplémentaires (veuillez préciser l'agence)</i>	30.000 du CIRAN	30.000 du CIRAN		60.000
11. Meilleures pratiques sur les savoirs traditionnels (deuxième phase)			13.100	13.100
<i>Fonds supplémentaires (veuillez préciser l'agence)</i>				
Villes				
12. Les mots de la ville	2.000	5.000	4.000	11.000
<i>Fonds supplémentaires (veuillez préciser l'agence)</i>	CNRS + Maison des Sciences de l'Homme + Université d'Aix			
13. Grandir dans la ville (GUIC)				
<i>Fonds supplémentaires (veuillez préciser l'agence)</i>				
14. Viabilité sociale des villes: construire une base de connaissances pour la gestion urbaine au 21 ^e siècle				
<i>Fonds supplémentaires</i>				

⁶ Ces chiffres sont des estimations, aucune donnée n'ayant été reçue de la part des chefs de projet.

<i>(veuillez préciser l'agence)</i>				
15. Villes, environnement et relations sociales entre hommes et femmes	5.000	20.000	15.000	40.000
<i>Fonds supplémentaires (veuillez préciser l'agence)</i>	66.225 (100.000 FS): Agence suisse pour le Développement et la Coopération 14.569 (22.000 FS): Commission nationale suisse pour l'UNESCO		49.668 (75.000 FS) Agence suisse pour le Développement et la Coopération 14.569 (22.000 FS) Commission nationale suisse pour l'UNESCO	115.894 (175.000 FS): Agence suisse pour le Développement et la Coopération 29.139 (44.000 FS) : Commission nationale suisse pour l'UNESCO
16. Projet "Villes" (MOST-MAB) ⁷				
<i>Fonds supplémentaires (veuillez préciser l'agence)</i>				
17. Développement urbain et ressources en eau potable dans les petites villes côtières	150.000 (PO + financement extrabudgétaire)	120.000 (PO + financement extrabudgétaire)	180.000 (PO + financement extrabudgétaire)	450.000
<i>Fonds supplémentaires (veuillez préciser l'agence)</i>				
18. Atelier UNU-UNESCO sur la mondialisation et le développement des mégalo-poles en Asie-Pacifique	Ce projet a été conclu en 1997. Une publication était en préparation pour 2002 au Bureau de l'UNESCO à Beijing			
<i>Fonds supplémentaires (veuillez préciser l'agence)</i>	14.274 provenant de fonds-en-dépôt (Japon) de la 1 ^{ère} période. Achevé en 1996-1997			14.274
19. Décentralisation industrielle et développement urbain en Inde mis en perspective avec des études de cas en Asie du Sud-Est et de l'Est	Conclu en 1998			
<i>Fonds supplémentaires (veuillez préciser l'agence)</i>	Conclu en 1998			
Global-local				
20. Histoire et observation du travail de recherche en	50.000	50.000	55.000	155.000

⁷ Projets MOST-MAB dans six villes: Yeumbeul, Port-au-Prince, Sao Roque, Saint-Domingue, Djenné, Bogotá.

transformation sociale (HOST)				
<i>Fonds supplémentaires (veuillez préciser l'agence)</i>	255.000 (UNODCC P)			255.000
21. Décentralisation industrielle et développement urbain en Inde	Conclu en 1998			
<i>Fonds supplémentaires (veuillez préciser l'agence)</i>	Conclu en 1998			
22. Mondialisation, ajustement structurel et transformations dans les pays arabes méditerranéens		25.000	5.000	30.000
<i>Fonds supplémentaires (veuillez préciser l'agence)</i>		25.000 (IRMC, Tunis)	5.000 (IRMC, Tunis)	30.000
23. MERCOSUR: espace d'interaction	Conclu en 1998			
<i>Fonds supplémentaires (veuillez préciser l'agence)</i>	Conclu en 1998			
24. La modernisation institutionnelle des politiques sociales en Amérique latine	Conclu en 1998			
<i>Fonds supplémentaires (veuillez préciser l'agence)</i>	Conclu en 1998			
25. Gestion locale et régionale des transformations économiques, technologiques et environnementales (CCPP)	10.000			10.000
<i>Fonds supplémentaires (veuillez préciser l'agence)</i>		40.000 (Univ. Tromso)		40.000 ⁸
26. Stratégies personnelles et institutionnelles pour gérer les risques de transformation en Europe centrale et en Europe de	20.000	15.000	20.000	55.000

⁸ Financement du CCPP UNESCO et MOST

Etat du financement du CCPP / MOST (tous les montants sont exprimés en \$EU)

Année	Total	UNESCO	Autres	% UNESCO
1996	20.000,-	10.000,-	10.000,-	50 %
1997	59.000,-	0,-	59.000,-	0 %
1998	107.000,-	10.000,-	97.000,-	9,35 %
1999	92.000,-	10.000,-	82.000,-	10,87 %
2000	88.750,-	0,-	88.750,-	0%
2001	33.500,-	0,-	33.500,-	0%
Total	400.250,-	30.000,-	370.250,-	7,5 %

Compilé par le secrétariat du CCPP / MOST, Tromsø, mai 2002,

Note: le financement ne comprend pas les frais de publication des rapports:

Northern Future – Young Voices, UNESCO novembre 2000.

Coping under Stress in Fisheries Communities, Document de discussion MOST no. 55 (sortie prévue le 30. mai 2002)

l'Est				
<i>Fonds supplémentaires (veuillez préciser l'agence)</i>				
27. La durabilité, un concept de sciences sociales				
<i>Fonds supplémentaires (veuillez préciser l'agence)</i>				
28. GEDIM – Globalisation économique et droits du Mercosur		25.000	15.000	40.000
<i>Fonds supplémentaires (veuillez préciser l'agence)</i>				
29. ONG et gouvernance dans le monde arabe		30.000	15.000	45.000
<i>Fonds supplémentaires (veuillez préciser l'agence)</i>		25.000 (CEDEJ, Le Caire)		25.000
30. Réseau MOST ALFA				
<i>Fonds supplémentaires (veuillez préciser l'agence)</i>				
Recherche, action & renforcement des capacités				
31. Facteurs d'amélioration de l'utilisation de la recherche par la politique sociale. Etudes de cas	2000/2001: 88.155	2001/2002: 89.963	2002/2003: 97.401	275,519
<i>Fonds supplémentaires (veuillez préciser l'agence)</i>				
32. Chaires UNESCO				
UNESCO-ITESO, Mexique	20.000	7.000	25.000	52.000
<i>Fonds supplémentaires (veuillez préciser l'agence)</i>	ITESO: 2.000 Gouv.: 2.000 CONACYT: 20.000	ITESO: 1.000 Gouv.: 10.000 CONACYT: 20.000	ITESO: ? Gouv.: ? CONACYT: 20.000	ITESO: 3.000 Gouv.: 12.000 CONACYT: 60.000
Université d'Etvös, Hongrie				
Chaires UNESCO sur le développement durable				
<i>Fonds supplémentaires (veuillez préciser l'agence)</i>				
33. Clearing House				
Forums de discussion sur les transformations sociales et les sociétés multiculturelles et multi-ethniques	30.000	30.000	30.000	90.000
Journal électronique sur les sociétés multiculturelles				
Meilleures pratiques				
<i>Fonds supplémentaires</i>				

<i>(veuillez préciser l'agence)</i>				
34. Prix MOST Thèse de doctorat 2000-2001			35.000	35.000
<i>Fonds supplémentaires (veuillez préciser l'agence)</i>				
35. Réseau des Professionnels de la ville	4.000	24.000	79.000	10,.000
<i>Fonds supplémentaires (veuillez préciser l'agence)</i>	12 universités participent à ce projet avec des coûts indirects (données non disponibles)			
GRAND TOTAL	1.093.949	734.033	906.014	2.733.996

ANNEXE VI

**MODES DE PRODUCTION DES SAVOIRS
(SELON MICHAEL GIBBONS)**

**MODES DE PRODUCTION DES SAVOIRS
(SELON MICHAEL GIBBONS)**

Paramètres	Mode 1	Mode 2
Définition et solution des problèmes	Dans le contexte des intérêts essentiellement académiques d'une communauté spécifique	En vue d'applications, sur la base d'une consultation avec des intérêts divers
Domaine de recherche	Discipline unique Homogène	Transdisciplinaire Hétérogène
Méthode d'organisation	Hiérarchique Spécialisé (par type d'institution)	Collaboration temporaire pour un problème, production sur plusieurs sites et dans plusieurs institutions à la fois
Communication des résultats	Par les voies institutionnelles	Au sein du réseau durant la production, puis par une reconfiguration pour traiter les nouveaux problèmes en société
Financement	Essentiellement institutionnel	Fonds collectés pour chaque projet auprès de plusieurs sources publiques et privées
Évaluation de l'impact social	<i>Ex-post</i> , lorsque les résultats sont interprétés ou communiqués	<i>Ex-ante</i> , lorsque sont définis les problèmes et établies les priorités pour la recherche
Contrôle de qualité des résultats	Jugement essentiellement par des pairs de la contribution scientifique apportée à titre individuel	Comprend un ensemble d'intérêts divers intellectuels, sociaux, économiques et politiques; la qualité n'est plus simplement une question scientifique, d'où les critiques exprimées par les participants du mode 1

- Les décisions sur la manière dont MOST analyse ses méthodes de travail d'après ce premier cadre de référence doivent ensuite venir étayer le second tableau, selon le profil des projets et les contextes géographique et culturel. Cela signifie que la définition de la méthode, du contenu et de l'objectif relève à la fois du profil du projet et de la contextualisation nécessaire.

Modalités utilisées par MOST	QUOI, OÙ ET QUAND?	COMMENT ET POURQUOI?
Réseaux internationaux de recherche comparative à long terme		
Renforcement des capacités dans les domaines thématiques couverts par MOST, en insistant sur la manière de transcender les dichotomies traditionnelles: discipline/interdiscipline, public/privé, du haut en bas/de la base au sommet	<p>Deux facteurs clés à prendre en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le profil du projet (thème, partenaires, financement, calendrier, pertinence dans l'élaboration des politiques, etc.) - le contexte (besoins locaux) 	
Médiation stratégique et politique (contribution au programme de politique sociale, élaboration de concepts groupés)		

ANNEXE VII

ÉVALUATION D'UNE SELECTION DE PROJETS MOST

:

Évaluation d'une sélection de Projets MOST

L'équipe d'évaluation a analysé un échantillon de Projets MOST. Cet ensemble représentatif a été choisi et analysé en fonction du contenu, de l'impact et de la qualité générale des projets. Voici la synthèse de cette évaluation.

Réseau de recherche Asie-Pacifique sur les migrations (APMRN): en poursuivant la recherche sur le thème " sociétés multiculturelles ", le CDS a approuvé en 1995 la création du Réseau de recherche Asie-Pacifique sur les migrations (APMRN) dont l'objet est de développer des liens institutionnels pour faciliter la compréhension des processus de migration internationale contemporains dans la région Asie-Pacifique et de promouvoir les savoirs pertinents pour l'élaboration de politiques sociales. L'Université de Wollongong, en Australie, assure le secrétariat de l'APMRN qui compte 93 membres des milieux universitaires, gouvernementaux et des ONG de 18 pays de la région. Les réseaux actifs sont ceux de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et des Philippines. Ces formations ont accompli des progrès notoires en stimulant l'intérêt des chercheurs de la région dans différents domaines liés à l'immigration.

Bien que le financement du projet ait quelque peu fluctué, de nombreux réseaux nationaux ont réussi à établir de bonnes relations de travail avec leurs responsables gouvernementaux, politiques et avec les ONG engagées dans ce projet. Le réseau propose également des dossiers politiques occasionnels sur les discussions du forum, ainsi que des banques de données et des sites Web destinés à un plus large public. Certains réseaux nationaux ont exercé une réelle influence sur la formulation des politiques nationales d'immigration; à l'exemple de la Nouvelle-Zélande et des Philippines. Le nombre de réunions, de conférences, de publications et de bulletins d'information est très impressionnant. Le Réseau a aussi lancé le Document de travail sur la Migration asiatique et les Relations ethniques, en coopération avec UNESCO-MOST.

Ce projet répond de manière exemplaire aux critères de MOST concernant l'interdisciplinarité, la création de réseaux, l'impact des politiques sociales, la continuité, la réduction de la pauvreté et le renforcement des capacités. Sa page Web est activement consultée. Par ailleurs, le capital d'amorçage de MOST est resté très modeste, avec un total de 100.000 \$EU pendant quatre ans.

Ethno-Net Afrique (ENA): un réseau d'études comparatives, suivi et évaluation des conflits ethniques en Afrique: l'objectif principal de ce réseau est d'améliorer la compréhension des conflits ethniques en Afrique par la collecte, l'analyse et la diffusion de l'information afin d'établir un système d'alerte précoce et de prévention des conflits. Cela a été entrepris au moyen de recherches comparatives sur des questions ethniques spécifiques dans plusieurs pays africains, le renforcement des capacités (formation et direction d'études au profit de jeunes chercheurs) et une base de données sur les conflits ethniques (au Cameroun). Il s'agit d'un projet ponctuel qui peut être mené au mieux par les chercheurs africains eux-mêmes; la question sociale en Afrique, où les traditions ethniques et tribales sont fortes, doit être rendue visible aux autres membres de la communauté des sciences sociales dans le monde. Les problèmes sociaux et historiques précisément liés à la construction des nations en Afrique doivent être traités pour réduire les disparités entre le Sud et le Nord. Le projet a engendré de nombreuses activités, sous la forme de publications, de formation ou d'unités de suivi à l'échelon national dans plusieurs pays africains. Il s'est adressé à l'ex-OUA comme à d'autres

organisations politiques en Afrique, et sa page Web est fréquemment consultée. Toutefois, ce qui est regrettable, c'est que son rôle de renforcement des capacités, essentiellement sous forme de cours et d'ateliers de formation, se révèle plutôt faible; il a cependant réussi à créer une base de données de chercheurs africains et d'autres membres de la société civile qui peuvent soutenir les processus de gestion des conflits en Afrique. C'est un bon projet MOST, malgré de sérieuses limites. Les fonds provenant de MOST (au total 25.000 \$EU + soutien pour un atelier) sont très modestes.

Meilleures pratiques sur les savoirs traditionnels: MOST, en collaboration avec le Centre et Réseau consultatif pour la recherche internationale (CIRAN), a créé une base de données des meilleures pratiques sur les savoirs traditionnels. Cette base de données contient plusieurs projets exemplaires qui illustrent l'utilisation de ces savoirs pour un développement de stratégies de survie durables. La deuxième phase du projet qui a commencé, représente également en soi une activité de renforcement des capacités au sein de MOST. C'est le site Web le plus fréquemment visité de tous les Projets MOST! Ce projet est important et mérite aussi un soutien actif dans les années à venir.

Politiques multiculturelles et modes de citoyenneté dans les villes européennes: ce projet est destiné à évaluer le développement et l'interaction des initiatives prises au niveau communautaire et des politiques sociales du sommet à la base s'agissant de leur capacité à mieux intégrer les communautés de migrants et les minorités ethniques dans les processus décisionnels publics. Le projet analyse la manière dont les migrants et les minorités peuvent accéder aux processus décisionnels, que ce soit dans le domaine des finances publiques, du développement économique, du logement, de la santé ou des politiques culturelles. Il couvre 17 grandes villes européennes. Il a produit un certain nombre de documents de travail et d'autres publications, un atelier et des conférences, ainsi que les "City Templates" de ces 17 villes (qui sont des analyses et des données d'études approfondies des villes choisies) pour la recherche comparative internationale.

Les mots de la ville: ce projet repose sur un réseau de réseaux dans douze zones linguistiques différentes. Les sous-thèmes traités s'intitulent, entre autres: "Nommer les nouveaux territoires urbains", "Les catégories de l'urbain", "Langages parlés et techniques", etc. C'est une analyse socio-linguistique très intéressante de l'urbanisation; le projet a produit un certain nombre de publications. Il se fonde sur une approche interdisciplinaire. Il risque toutefois de ne pas répondre aux objectifs fondamentaux du Programme MOST. Son impact sur les politiques publiques est difficile à estimer; il est probablement très faible, voire inexistant.

Villes: gestion des transformations sociales et de l'environnement: ce projet intersectoriel s'est attaché à améliorer les conditions de vie dans les zones péri-urbaines avec la participation des habitants et des ONG locales, et avec l'appui scientifique du Programme de l'UNESCO sur l'Homme et la biosphère et du Programme de Gestion des transformations sociales. Il a été rendu possible grâce au soutien du Programme des Nations Unies pour le Développement, à la coopération bilatérale et à la participation du Secteur de l'Education de l'UNESCO. Son évaluation finale, présentée à la session du IGC en 2001, a montré qu'il répondait au critère de MOST sur la pertinence des politiques, bien que sa composante 'recherche' n'ait pas été pleinement développée.

Grandir dans la ville: ce projet est, en fait, la réplique d'un projet antérieur de l'UNESCO (exécuté dans le cadre du MAB). Son but est de stimuler la participation des enfants aux

politiques urbaines. Il couvre des villes de plusieurs continents, dont l'Afrique. Il a produit plusieurs publications et des articles de vulgarisation, ainsi que des symposiums. Si le projet a reçu un enthousiasme et un soutien variables de la part des communautés locales, il a été mieux accueilli dans les pays en développement. Sa composante 'recherche' est assez minime, car il est orienté vers l'action et basé avant tout sur des démonstrations et des activités locales; son principal impact a été d'intéresser les jeunes aux problèmes sociaux et urbains au niveau local. Il a également servi de 'leçon' très concrète sur le rapport entre la recherche et la prise de décisions. C'est un exercice intéressant, mais qui ferait mieux à l'avenir d'être géré par d'autres organisations internationales (comme l'UNICEF).

La décentralisation industrielle et le développement urbain en Inde (Asie du Sud-Est et de l'Est): le principal objectif de ce projet était d'améliorer la compréhension des processus qui sous-tendent la croissance industrielle dans les villes petites et moyennes et leur intégration dans les systèmes nationaux et internationaux de production en Asie. Le premier atelier, qui a réuni des équipes d'Inde, des Pays-Bas et de France, a été organisé en 1996; ses conclusions ont été publiées. Toutefois, ce programme quadriennal a été interrompu pour un certain nombre de raisons. L'aide extérieure, qui devait s'ajouter au capital de lancement de MOST, ne s'est pas présentée. La dispersion géographique des membres de l'équipe de recherche du réseau a créé des problèmes de coordination, et il n'y avait aucun mode de suivi. Certains membres s'attendaient à un rôle de coordination de MOST plus marqué.

Gérer au niveau local et régional les transformations économiques, technologiques et environnementales: une perspective nordique circumpolaire: l'objectif à long terme de ce projet est de contribuer aux innovations sociales et au développement durable de la région du cercle arctique, ce qui évite la marginalisation. Les pays participants sont le Canada, le Danemark, les îles Féroé, la Finlande, l'Islande, la Russie et la Suède. Le projet auquel participe un certain nombre d'universités et de centres de recherche, ainsi que des ONG, a établi des réseaux performants, avec une bonne approche interdisciplinaire et comparative ainsi qu'un renforcement des capacités. Son impact sur les politiques publiques est jugé bon, surtout au niveau régional et communautaire, ce qui s'explique en partie du fait de la structure du projet qui a fait participer dès le début les scientifiques et les communautés locales à des réunions conjointes, des publications, etc. Le projet a été exécuté en plusieurs phases dans le cadre du Programme MOST entre 1996 et 2001; il est maintenant arrivé à son terme, mais trouve un prolongement grâce à d'autres modes de soutien. La part de financement direct de MOST représentait 7,5 % du budget total. Il a, entre autres, permis de créer l'Ecole nordique de recherche des dynamiques locales (NOLD) et le Centre de développement local et régional des îles Féroé. C'est là un projet exemplaire du Programme MOST, qui répond à tous ses impératifs et ses objectifs fondamentaux.

Les transformations économiques et sociales associées au trafic de drogues. Approuvé en 1996, ce projet implique plusieurs instituts de recherche en France, au Brésil, au Mexique, en Inde, en Allemagne et en Chine. Il s'achèvera en 2002 avec la publication de son rapport final et de son CD-Rom. Le projet a plusieurs buts, entre autres la production d'analyses comparatives et la création d'un réseau international, ainsi que des instruments d'analyse à l'usage des décideurs. Avant de faire partie de ce Projet MOST, les réseaux nationaux qui travaillaient sur ce thème existaient déjà et ont donc continué les travaux qu'ils avaient entrepris. Le projet a produit des livres, des documents de discussion, deux CD-ROM, quelques rapports de recherche, ainsi que plusieurs réunions.

Selon notre analyse, ce projet est non seulement pertinent, mais il a aussi généré de nouveaux savoirs sur la problématique des drogues et de nouvelles perspectives d'une analyse intégrée de l'économie des drogues. Le principal instrument d'interaction est Internet. L'impact de ce projet sur les administrateurs publics et politiques est difficile à mesurer, mais du point de vue académique, tout du moins, il est qualifié de 'fructueux'. De même, son rôle de renforcement des capacités est difficile à évaluer. Son coût total s'élève à 422.000 \$EU, avec le soutien de l'UNODCCP (contribution extrabudgétaire à l'UNESCO).

Le Programme du GEDIM: ("Mondialisation économique et droits au Mercosur") ce projet existait avant d'être catalogué comme Projet MOST. Le GEDIM est un réseau autonome de chercheurs qui se propose d'étudier les effets de la mondialisation sur les structures juridiques de certaines organisations et institutions majeures du MERCOSUR (principalement le Brésil, l'Argentine, le Chili et l'Uruguay). Les principaux sujets abordés sont le droit des sociétés et des affaires, le crime international, l'organisation de la magistrature et la privatisation des services publics.

Le point 'faible' signalé dans l'évaluation est qu'il y aurait eu de la place pour beaucoup plus de scientifiques d'autres pays du MERCOSUR qui auraient pu aussi en tirer profit. Le point fort est que le secteur public et, par voie de conséquence, les décideurs se sentent 'naturellement' impliqués et qu'il existe une demande pour ce type et cette méthode de production de savoir. Ce projet s'achèvera en 2002 en tant que Projet MOST, mais il continuera d'être suivi par le Bureau de l'UNESCO au Mexique. Il est jugé très pertinent avec des contributions originales aux problèmes étudiés. On peut dire que son rôle de renforcement des capacités est important, également vis-à-vis des responsables politiques. Il répond donc parfaitement aux principaux critères du Programme MOST.

Mondialisation, ajustement structurel et transformations des sociétés rurales dans les pays arabes méditerranéens: Ce projet, mis en œuvre en coopération directe avec l'IRMC (Institut de recherches sur le Maghreb contemporain) de Tunis, a organisé deux séminaires pour les chercheurs du réseau et deux séminaires de formation pour les jeunes chercheurs. Ces événements ont été financés en partie par l'UNESCO/MOST; les autres partenaires étaient l'Ambassade de France à Tunis et le Ministère français des Affaires Etrangères. Le principal résultat est un livre à paraître en septembre 2002. Avec la modeste contribution financière de MOST, ce projet a produit un travail scientifique de bonne qualité et a fait participer de jeunes chercheurs aux séminaires qui se sont tenus. La collaboration avec l'IRMC aura été un élément moteur du développement de ce projet.

MERCOSUR: un espace d'interaction, un espace d'intégration. Ce projet s'est conclu en 1998. L'un de ses objectifs majeurs était de mettre en lumière les mécanismes sociaux qui sous-tendent et alimentent le dialogue au sein des sociétés et des cultures, et les structures et les institutions qui stimulent la créativité interculturelle. Il a produit plusieurs documents de discussion et des séminaires. La démarche adoptée dans ce projet était plutôt 'intellectuelle' et elle a montré qu'il est difficile de créer des réseaux fonctionnels entre chercheurs et responsables politiques dans ce domaine particulier qui englobe la plus large dimension culturelle des processus régionaux. Ce genre de débat pourrait être entamé dans un premier temps au niveau de l'université, puis s'étendre progressivement à la classe politique.

La durabilité, un concept de sciences sociales. Ce projet, financé par un fonds-en-dépôt, est maintenant terminé. Il a produit plusieurs publications qui traitent du concept de la 'durabilité'. Comme pour d'autres concepts analogues, les documents indiquent aussi de

manière implicite ou explicite les nombreux problèmes inhérents à cette question. Toute définition de ce concept est chargée de beaucoup de valeur, sinon dépendante des paradigmes, et peut être interprétée de diverses manières par les scientifiques dans différentes disciplines ou par des peuples de différentes cultures. L'autre problème est que la liste des méthodologies et des approches possibles devient très vaste en couvrant tous les domaines, ce qui ajoute peu de nouveautés. Là encore, le traitement de ces questions semble poser un grand obstacle linguistique entre les chercheurs dans différentes disciplines, ce qui montre les difficultés de l'approche transdisciplinaire et de la coopération.

Chaires MOST. Le programme des chaires UNESCO fonctionne depuis 1992; le Secteur des Sciences sociales et MOST comptent actuellement plus de 40 chaires avec plusieurs réseaux dans une trentaine de pays. C'est un moyen de créer des partenariats d'universités pour atteindre les objectifs du Programme MOST, en insistant notamment sur les cours et les programmes de vulgarisation qui s'adressent à différents groupes d'acteurs de la société civile. Non seulement ils augmentent la réactivité sociale et contribuent au développement durable, mais ils renforcent aussi la capacité institutionnelle des institutions et des pays d'accueil.

L'ensemble du programme des Chaires UNESCO a récemment été soumis à une évaluation externe (2000). La relation entre les chaires et les projets MOST existants est souvent absente (deux chaires consacrées au projet MOST/Drogues, une chaire consacrée au développement urbain au Mexique). Certaines chaires sont très actives, d'autres sont apparemment en sommeil. Le financement et sa continuité demeurent un problème dans bien des cas. D'autre part, la participation éventuelle des chaires à d'autres activités du Programme MOST, notamment aux projets, est une question non résolue, mais le point crucial serait l'aide à l'élaboration des politiques. Les recommandations générales de l'évaluation externe sont valables; de même, l'intervention du CDS est souhaitable dans la planification des chaires pour le Programme MOST.

ANNEXE VIII

SYNTHESE DES DOCUMENTS ET PUBLICATIONS MOST 1994-2002

SYNTHESE DES DOCUMENTS ET PUBLICATIONS MOST 1994-2002

1. Rapport annuel MOST 2001

Bridging Research & Policy (<http://www.unesco.org/most/annualreport2001.htm>)

2. Livres

A paraître

L'Agent de développement local - Émergence et consolidation d'un profil professionnel.

Najim, Annie; Vedelago, François

La Lauze/UNESCO

ONG et gouvernance dans le monde arabe.

Ben Néfissa, Sarah; Hanafi, Sari; Sanchez Milani, Carlos (eds.)

Série Les mots de la ville en coédition avec la Maison des sciences de l'Homme de Paris et l'UNESCO (Programme MOST): Les catégories de l'urbain.

Marin, Brigitte (ed.)

Social capital formation in poverty reduction. Which role for the civil society and the State. MOST/CROP

Démocratie et gouvernance mondiale: Quelles régulations pour le 21^e siècle ?

Arturi, Carlos; de Oliveira, Renato; Hermet, Guy; Kazancıgil, Ali; Aureano, Guillermo; Preciado, Jaime; Ben Néfissa, Sarah; da Graça Bulhões, Maria; Osmont, Annik; Westendorff, David; Ribeiro Dias, Márcia; Roy, Bunker; Milani, Carlos; Solinís, German

2002

Creating Better Cities with Children.

Driskell, David ; Membres du Projet GUIC

Editions UNESCO, Editions EARTHSCAN, 2002

Democracia e Governança Mundial. Que Regulações para o Século XXI?

Milani, Carlos; Arturi, Carlos; Solinís, Germán (org.);

Editora da Universidade/UFRGS, 2002

Filipinos in Global Migrations: At home in the world?

Aguilar Jr, Filomeno (ed.)

Réseau de recherche philippin sur les migrations (PMRN) / Conseil philippin des Sciences sociales (PSSC) / Editions UNESCO/MOST. Quezon City, PSSC, 2002

Growing up in an Urbanizing World.

Chawla, Louise (ed.)

Editions UNESCO, Editions EARTHSCAN, 2002

Série Les mots de la ville en coédition avec la Maison des sciences de l'Homme à Paris et l'UNESCO (Programme MOST): Les divisions de la ville

Topalov, Christian (ed.)

Editions UNESCO/Maison des sciences de l'Homme, 2002

2001

Anthropology. Theoretical Practice in Culture et Society.
Herzfeld, Michael
UNESCO-MOST, Blackwell Publishers, 2001

Journal of Mediterranean Studies: History, Culture and Society in the
Mediterranean World. Vol 11, No. 1
Spiteri, Anthony (ed.)
Institut méditerranéen, Université de Malte, 2001

Reflexive North, The.
Aarsæther, Nils; Bærenholdt, Jørgen Ole (eds)
Copenhague, Conseil nordique des Ministres, 2001

Série Les mots de la ville en coédition avec la Maison des sciences de l'Homme à Paris et
l'UNESCO (Programme MOST): Nommer les nouveaux territoires urbains
Rivière d'Arc, Hélène (ed.)
Editions UNESCO/Maison des sciences de l'Homme, 2001

Transforming the local.
Aarsæther, Nils; Bærenholdt, Jørgen Ole (eds)
Copenhague, Conseil nordique des Ministres, 2001

2000

Développement social durable des villes. Principes et pratiques.
Bailly, Antoine S.; Lawrence, Roderick J.; Brun, Philippe; Rey, Marie-Claire (ed.),
Editions Economica, Paris, 2000

Labour Migration in Indonesia: Policies and Practices.
Sukamdi; Haris A.; Brownlee P. (eds)
Centre d'études démographiques, Université Gadjah Mada, Indonésie, 2000

Rethinking Development. Putting an end to poverty.
Bartoli, Henri
Editions UNESCO/Economica, 2000

1999

Best Practices on Indigenous Knowledge
MOST-CIRAN, 1999

Europe: Expectations and Reality. The Challenge for the Social Sciences.
Falt'an, L'ubomír (ed.)
Institut de Sociologie – Académie slovaque des Sciences, publié avec le soutien de l'UNESCO,
1999

Villes intermédiaires et urbanisation mondiale
Municipalité de Lleida, UNESCO, UIA, Ministère espagnol des Affaires étrangères, Lleida, 1999

Managing Transformations in Eastern Europe.
Genov, Nikolai
UNESCO-MOST / Développement régional et global, Paris-Sofia, 1999

Prospérités du crime, Les. Trafic de stupéfiants, blanchiment et crises financières dans l'après-guerre froide.

Fabre, Guilhem

Editions de l'Aube, La Tour d'Aigues, 1999

Repenser le Développement. En finir avec la pauvreté.

Bartoli, Henri

Editions UNESCO/Economica, 1999

Unemployment: Risks and Reactions.

Genov, Nikolai (ed.)

UNESCO-MOST / Friedrich Ebert Stiftung, Paris-Sofia, 1999

Durabilité et sciences sociales.

Becker, Egon; Jahn, Thomas (eds)

Institut de recherche socio-écologique (ISOE)/MOST, 1999

1998

Central and Eastern Europe Continuing Transformation.

Genov, Nikolai (ed.)

Friedrich Ebert Stiftung, Bonn-Sofia, 1998

Coping Strategies in the North. Local Practices in the Context of Global Restructuring

Conseil nordique des Ministres, Copenhague, 1998

Drogues en Afrique subsaharienne, Les.

Observatoire géopolitique des drogues,

Karthala, Paris, 1998

Modernización de las políticas sociales en América Latina.

Faúndez, Alejandra (ed.)

UNESCO-MOST/FLACSO, 1998

Philippine Migration Studies: An Annotated Bibliography.

Perez, Aurora E.; Patacsil, Perla C.

Réseau philippine de recherche sur les migrations;

Conseil philippin des Sciences sociales, Quezon City, 1998

Sustainable Development and the Future of Cities.

Hamm, Bernd; Mutttagi, Pandurang K. (eds)

Oxford & IBH Publication CO, New Delhi, 1998

1997

Pobreza, exclusión y política social.

Menjívar Larín, Rafael; Kruijt, Dirk; van Vucht Tijssen, Lieteke (eds)

FLACSO - Sede Costa Rica, San José, 1997

Population, migration et développement dans le Pacifique Sud.

Rallu, Jean-Louis

UNESCO, Paris, 1997

Ukraine & Croatia: Problems of Post-communist Societies.

Kukov, Mislav; Polokhalo, Volodymyr (eds), 1997

Politiques multiculturelles et modes de citoyenneté en Europe.
MPMC Editorial Board (ed.)
(Collection City Profile Templates)

Social Sustainability of Cities, The. Diversity and the Management of Change.
Polèse, Mario; Stren, Richard (eds)
University of Toronto Press

3. Série Politiques sociales (<http://www.unesco.org/most/discuss.htm>)

1. A la recherche de nouvelles stratégies de développement. Enjeux du Sommet Social.
Sachs, Ignacy, 1995 (également disponible en anglais & en espagnol)

2. De l'exclusion sociale à la cohésion sociale.
Bessis, Sophie, 1995 (également disponible en anglais & en espagnol)

3. Cybernetics of Global Change: Human Dimension and Managing of Complexity.
Mesarovic, Mihajlo D.; McGinnis, David L.; West, Dalton, A., 1996

4. Multiculturalisme: nouvelles réponses de politiques publiques à la diversité.
Inglis, Christine, 1996 (également disponible en anglais & en espagnol)

5. Démocratie et citoyenneté dans la ville du 21^e siècle.
Sachs-Jeantet, Céline, 1997 (également disponible en anglais & en espagnol)

6. Sustainability: A cross-disciplinary Concept for Social Transformations.
Becker, Egon; Jahn, Thomas; Stiess, Immanuel, 1997

7. Nouvelles configurations villes-campagnes.
Ricardo Abramovay et Ignacy Sachs, 1999

8. Fight Urban Poverty: A general framework for action.
Merklen, Denis, 2001.

4. Documents de discussion (<http://www.unesco.org/most/discuss.htm>)

2002

Centro y regiones en México ante la gobernabilidad democrática local.
Preciado Coronado, Jaime, 2002

Democratising Global Governance: The Challenges of the World Social Forum.
Beausang, Francesca, 2002

Gobernanza y gobernabilidad democráticas en México.
Table ronde, 2002

La question Bamiléké pendant l'ouverture démocratique au Cameroun : retour d'un débat occulté.
Dieudonné Zognong, 2002

Education for Democratic Governance: Review of Learning Programmes.
Carlos Santiso, 2002

2001

Croissance industrielle dans les villes petites et moyenne et leur intégration verticale: le cas de Gobindgarh, Penjab, India.

Kundu, Amitabh; Bhatia, Sutinder; 2001

Governance, Civil Society and NGOs in Mozambique.

Stefano, Belluci, 2001

Keeping Away from the Leviathan: The Case of the Swedish Forest Commons.

Carlsson, Lars, 2001

Logic of Globalization: Tensions and Governability, The.

Dulpas, Gilberto, 2001

NGOs, Governance and Development in Latin America and the Caribbean.

Balbis, Jorge, 2001 (également disponible en espagnol)

Les projets de développement en milieu urbain: le quartier, l'Etat et les ONG. Évaluation finale du Projet Villes MOST.

Merklen, Denis, 2001 (également disponible en anglais)

Coping under Stress in Fisheries Communities.

Skaptadottir, Unnur Dis; Morkore, Jogvan; Riabova, Larissa; 2001.

2000

Coping with global economic, technological and environmental transformations: towards a research agenda.

Alagh, Yoginder K., 2000

ONG, gouvernance et développement dans le monde arabe.

Ben Néfissa, Sarah, 2000 (également disponible en anglais)

El Crepúsculo del Estado-Nación.

Français, Ariel, 2000

Urban Development, Infrastructure Financing and Emerging System of Governance in India: A Perspective.

Kundu, Amitabh, 2000

Quelques aspects du développement économique, social et politique aux îles du Cap-Vert (1975-1999).

Andrade, Elisa, 2000

Managing cultural, ethnic and religious diversities on local, state et international levels in Central Europe: the case of Slovakia.

Ronen, Dov, 2000

1999

Gestion urbaine et participation des habitants: quels enjeux, quels résultats? Le cas de Yeumbeul, Sénégal.

Bulle, Sylvaine, 1999

Cannabis in Lesotho: A Preliminary Survey.
Laniel, Laurent, 1999

Violence related to illegal drugs, easy money and justice in Brazil: 1980-1995.
Zaluar, Alba, 1999

Drug trafficking in Mexico: a first general assessment.
Astorga, Luis, 1999

Amérique Latine : les discours techniques et savants de la ville dans la politique urbaine.
Rivière d'Arc H.; Bitoun J.; Martins Bresciani M. S.; Caride H.; Hiernaux D.; Novick A.; Jatahy
Pesavento S.; 1999

Socio-economic Transformations and the Drug Scene in India.
Britto, Gabriel; Charles, Molly; 1999

Geography of illicit drugs in the city of Sao Paolo.
Mingardi, G., 1999

La démarche comparative en sciences sociales. Esquisse pour un débat sur la méthode et les
objectifs à partir de trois Projets MOST menés au sein d'un réseau international de chercheurs.
Ghorra-Gobin, Cynthia, 1999 (également disponible en anglais)

Scientific Diasporas: A New Approach to the Brain Drain.
Meyer, Jean-Baptiste; Brown, Mercy; 1999

Science, Economics and Democracy: Selected Issues.
Foray, Dominique; Kazancigil, Ali; 1999

Impact économique et social de la culture du pavot sur la communauté des Yanaconas au sein du
Massif colombien.
Colombié, Thierry, 1999

Relationship between research and drug policy in the United States, The.
Laniel, Laurent, 1999

Aspectos culturales de las migraciones en el Mercosur.
Szmukler B., Alicia; Calderón G., Fernando, 1999

1998

Societies at Risk. The Caribbean and Global Change.
Girvan, Norman, 1998

VIH/SIDA et entreprise en Afrique: une réponse socio-médicale à l'impact économique? L'exemple
de la Côte d'Ivoire.
Aventin, Laurent; Huard, Pierre, 1998 (également disponible en anglais)

Le développement humain: problématiques et fondements d'une politique économique.
Fongang, Siméon, 1998 (également disponible en anglais)

Condition salariale et intervention de l'Etat à l'heure de la globalisation: l'Argentine dans le
Mercosur.
Peñalva, Susana, 1998 (également en anglais & en espagnol)

Les mouvements d'argent et le trafic de drogue dans le bassin amazonien.
Osório Machado, Lia, 1998 (également disponible en anglais, espagnol & portugais)

Cities Unbound: the Intercity Network in the Asia-Pacific Region.
Friedmann, John, 1998

Género y nación en el Mercosur. Notas para comenzar a pensar.
Jelin, Elizabeth; Valdès, Teresa; Bareiro, Line, 1998

Chile y Mercosur: Hasta dónde queremos integrarnos?
Stefoni E., Carolina; Fuentes S., Claudio, 1998

Globalización, regiones y fronteras.
Abínzano, Roberto, 1998

Navegación incierta: Mercosur en Internet, Una.
Ford, Anibal, 1998

Historiadores y la producción de fronteras: el caso de la Provincia de Misiones (Argentine), Los.
Jaquet, Héctor Eduardo, 1998

Democratic Governance in Multicultural Societies.
König, Matthias, 1998

Participatory City, The. Innovations in the European Union.
Mega, Voula, 1998

Technologie de l'information au service de l'Organisation: une véritable mutation sociale aux Etats-Unis, La.
Gulledge, Thomas R. Haszko, Ruth A., 1998 (également disponible en anglais & espagnol)

1997

New Social Morphology of Cities, The.
Martinotti, Guido, 1997

Public Policy and Ethnic Conflict.
Premdas, Ralph R., 1997

1996

Des partenariats dans nos villes pour l'innovation urbaine.
Godard, Francis, 1996 (également disponible en anglais)

Diversité: bonne et mauvaise gestion.
Ibrahim, Saad Eddin, 1996 (également disponible en anglais)

Global Transformations and Coping Strategies: A Research Agenda for the MOST Programme.
Milani, Carlos; Dehlavi, Ali, 1996

1995

Villes et gestion des transformations sociales: Un défi pour les sciences sociales.
Sachs-Jeantet, Céline, 1995 (également disponible en anglais & en espagnol)

Différenciation des régimes de croissance et des gestions de la reproduction sociale.
Byé, Pascal, 1995 (également disponible en anglais & en espagnol)

La recherche urbaine en Amérique latine. Vers un programme de recherche.
Valladares, Licia; Prates Coelho, Madga, 1995 (également disponible en anglais & en espagnol)

Gestion du multiculturalisme et du multi-ethnisme en Amérique latine.
Iturralde G., Diego A., 1995 (également disponible en anglais & en espagnol)

Global, lo local, lo hibrido. Aproximaciones a una discusión que comienza, Lo.
Sonntag, Heinz R.; Arenas, Nelly, 1995

Reflections on the Challenges Confronting Post-Apartheid South Africa.
Makhosezwe Magubane, Bernard, 1995

Urbanisation et recherche urbaine dans le monde arabe.
Kharoufi, Mostapha, 1995 (également disponible en anglais)

Gestion locale et régionale des transformations économiques, technologiques et
environnementales. Rapport de la Réunion sous-régionale de MOST, Tromso, mars 1995
(également disponible en anglais, russe & espagnol)

1994

Sociétés multiculturelles et multi-ethniques.
Giordan, Henri, 1994 (également disponible en anglais & en espagnol)

Producción mediática de nacionalidad en la frontera. Un estudio de caso en Posadas (Argentine) -
Encarnación (Paraguay), La.
Grimson, Alejandro

Some Thematic and Strategic Priorities for Developing Research on Multi-ethnic and Multi-cultural
Societies.
Díez Medrano, Juan

La reproduction des programmes sociaux: approches, stratégies et problèmes conceptuels.
Van Oudenhoven, Nico; Waszir, Rekha (également disponible en anglais)

5. Rapports de recherche

2002

Migration Research and Policy Landscape: Case Studies of Australia, the Philippines and Thailand.
Lyon, Kerry (ed.)
APMRN, 2002 (Réseau de recherche Asie-Pacifique sur les migrations, Documents de travail n° 9)

Natural Disasters and Their Impact upon the Poorest Urban Populations
Ahlinsi, Messanh; Wisner, Ben
Rapport préparé par le Conseil international des Sciences sociales, Paris, 2002

2001

Change and Continuity: Female Labour Migration in South-East Asia.
Wille, Christina; Passl, Basia (eds)

ARCM (Centre asiatique de recherche sur les migrations)
Institut d'Etudes asiatiques, Université de Chulalongkorn, Bangkok, 2001

Hors série: Children's participation - evaluating effectiveness.
pla notes (participatory learning et action) 42
Institut international pour l'Environnement et le Développement (IIED), octobre 2001

Current Trends in South Pacific Migration
Naidu, Vijay; Vasta, Ellie; Hawksley, Charles (eds)
APMRN, 2001 (Réseau de recherche Asie-Pacifique sur les migrations, Documents de travail n° 7)

Flowers, Fale, Fanua and Fa'a Polynesia
Bedford, R.; Longhurst, R.; Underhill-Sem, Y. (eds)
APMRN, 2001 (Réseau de recherche Asie-Pacifique sur les migrations, Documents de travail n° 8)

Management of Social Transformations.
Choucri, Nazli; Laponce, Jean; Meadowcroft, James (eds.)
International Political Science Association, 2001 (*International Political Science Review* vol. 22 n° 1)

2000

Développement urbain durable en zone côtière. Mahdia, Tunisie, 21-24 juin 1999. Actes du Séminaire international. Programmes MOST / CSI / PHI, UNESCO 2000

International Symposium on Management of Social Transformation in Indonesian Society: In Search of Models for Conflict Prevention.
Koestoer, Raldi; Warsilah, Henny (eds.)
UNESCO-MOST / Indonésie, PMB-LIPI, 2000

Atelier du Projet MPMC à Zeist
MPMC, 2000 (Politiques multiculturelles et modes de citoyenneté dans les villes européennes, Document de travail n° 4)

Northern Future - Young Voices
Bjørndal, Cato R. P.; Aarsæther, Nils (eds.)
Secrétariat UNESCO MOST, Paris, novembre 2000.

1999

Immigrants' Participation in Civil Society in a Suburban Context
Marques, Maria Margarida; Santos, Rui; Ralha, Tiago
MPMC, 1999 (Politiques multiculturelles et modes de citoyenneté dans les villes européennes, Document de travail n° 2)

Inde du Nord
Les mots de la ville, 1999 (Les mots de la ville, Document de travail n° 4)

Work and Mobility: Recent Labour Migration Issues in China
Fitzpatrick, Stephen (ed),
APMRN, 1999 (Réseau de recherche Asie-Pacifique sur les migrations, Documents de travail n° 6)

Migration and Citizenship in the Asia Pacific: Legal Issues
Brownlee, Patrick (ed.)
APMRN, 1998 (Réseau de recherche Asie-Pacifique sur les migrations, Documents de travail n° 5)

Migration Research in the Asia Pacific: Australian Perspectives
Brownlee, Patrick; Mitchell, Colleen (eds)
APMRN, 1998 (Réseau de recherche Asie-Pacifique sur les migrations, Documents de travail n° 4)

Développement urbain et ressources en eau: les petites villes côtières.
UNESCO, Plate-forme pour les régions côtières et les petites îles, 1998 (CSI Info n° 5)

Nommer la ville et ses territoires.
Les mots de la ville, 1998 (Les mots de la ville, Document de travail n° 3)

1997

Barrios, Colonias y Fraccionamientos.
Les mots de la ville, 1997 (Les mots de la ville, Document de travail n° 2)

Global Knowledge and Development Prospects: Blending Science and Culture in Education for the 21st Century.
Brochure, Secrétariat de l'Unesco, 1997

Décentralisation industrielle et développement urbain en Inde.
Bénéï, Véronique; Kennedy, Loraine
Institut français de Pondichéry, Pondichéry, 1997
(Documents de Pondy en sciences sociales n° 23)

Migration and Citizenship.
Castles, Stephen; Spoonley, Paul
APMRN, 1997 (Réseau de recherche Asie-Pacifique sur les migrations, Documents de recherche)

Migration Issues in the Asia Pacific.
APMRN, 1997 (Réseau de recherche Asie-Pacifique sur les migrations, Documents de travail n° 1)

Migration Research in the Asia Pacific: Theoretical and Empirical Issues.
Brownlee, Patrick; Mitchell, Colleen (eds)
APMRN, 1997 (Réseau de recherche Asie-Pacifique sur les migrations, Documents de travail n° 3)

MPMC project statement, décembre 1997
Comité directeur
MPMC, 1997 (Politiques multiculturelles et modes de citoyenneté dans les villes européennes, Document de travail n° 1)

Registres de langues et pratiques langagières.
Les mots de la ville, 1997 (Les mots de la ville, Document de travail n° 1)

Renewal of Inner City Areas: Restoration of Historical City Centres, Urban Redevelopment, Reconstruction of Destroyed or Damaged Urban Centres.
(Brochure) Secrétariat du MOST, 1997

1996

Diferenciación de los regímenes de crecimiento, La.
Un Análisis de Largo Plazo.
Red Host, ILDIS, La Paz, 1996

1994

Social Development and the Differentiation of Growth Patterns, a Comparative Historical Analysis of Industrialisation Patterns in Argentina-, Bolivia, Vietnam, Thailand, Algeria, Benin, Madagascar, and Turkey

Réseau Host, 1994

Ethnic associations, political trust and political participation (A.)/Creating Networks within the Turkish Community (B.)

A. Fennema, Meindert; Tillie, Jean

B. Tillie, Jean; Fennema, Meindert; Kraal, Karen

MPMC (Politiques multiculturelles et modes de citoyenneté dans les villes européennes, Documents de travail n° 3A et 3B)

6. Séries ethnologiques

Institut d'ethnologie et d'anthropologie, Académie russe des Sciences, Moscou (disponible en russe)
Bachkirie, Fédération de Russie

1999

République de Bouriatie, La.

Abaieva, Lubov; Tcyrinov, Sogto, Moscou, 1999

République du Tatarstan, La.

Abdrachmanov, Rafik; Mavrina, Elmira, Moscou, 1999

1998

Bachkirie, Fédération de Russie.

Gabdratifkov, El'dar, Moscou, 1998

République de Carélie, La.

Klementiev, Eugeni, Moscou, 1998

Région de Khanty-Mansi, Fédération de Russie.

Kosikov, Egor; Kosikova, Lydia, Moscou, 1998

Région de Krasnodarski, Fédération de Russie.

Kritski, Evgueni; Savva, Mikhail, Moscou, 1998

Région d'Omsk, Fédération de Russie.

Lotkin, Ilya, Moscou, 1998

1997

République de Kalmoukie, La.

Guchinova, Elza-Bair, Moscou, 1997

République du Kazakhstan, La.

Masanov, Nurbulat; Savin, Igor, Moscou, 1997

Région d'Orenbourg, Fédération de Russie.

Amelin, Venali, Moscou, 1997

1996

République de Touva, La.
Anaiban, Zoya, Moscou, 1996

7. Matériels didactiques

Mondialisation et développement durable: Quelles instances de régulation? (12 fiches pédagogiques)

Solagral / Secrétariat MOST, mai 2000 (aussi disponible en arabe et en albanais)

OGM : Le champ des incertitudes. (5 fiches pédagogiques)

Programmes UNESCO MOST/MAB/CIB, Solagral, 2000

Société civile mondiale : la montée en puissance

Courrier de la Planète N°63, Vol III, 2001

Coédition UNESCO-MOST et Solagral

8. Lettre de MOST

Numéros 1 - 10, 1994-2001

Secrétariat MOST, Paris

9. RISS – Revue internationale des sciences sociales (<http://www.unesco.org/issj>) (Blackwell Publishers, Oxford)

Numéros en rapport avec MOST

N° 147. Villes de l'avenir: la gestion des transformations sociales, 1996

N° 155. La gouvernance, 1997

N° 156. Les transformations sociales: sociétés multiculturelles et multi-ethniques, 1998

N° 160. La mondialisation, 1999

N° 162. Politiques de développement social, 1999

N° 165. La migration internationale en 2000, 2000

N° 166. Le débat sur le développement: au-delà du consensus de Washington, 2000

N° 167. Fédéralisme, 2001

N° 168. La science et ses cultures, 2001

N° 169. Le trafic international de drogues: dimensions économiques et sociales, 2001

10. Publications électroniques

Exploring Religious Pluralism. Vol. 1, No. 1, 1999

The Public Management of Religious Diversity. Vol. 1, No. 2, 1999

Managing Religious Diversity in a Global Context - Debate Continued. Vol. 2, No. 1, 2000

Religious Diversity in the Russian Federation. Vol. 2, No. 2, 2001

Lesser used Languages and the Law in Europe. Vol 3, No 1, 2001

The Human Rights of Linguistic Minorities and Language Policies. Vol 3, No 2, 2001

11. Rapport mondial sur les sciences sociales (<http://www.unesco.org/most/wssr.htm>)

1999, 352 pp.

ISBN: 92-3-103602-5

Editions UNESCO / Elsevi